

GREEN **HH** QUOT *energy*

N°13 | Nov. Déc 2021 - Jan. 2022

Paroles d'Energy Managers

JOURNÉE
CONTRE
PRÉCARIÉTÉ 10 NOV
ÉNERGÉTIQUE 2021

Autoconsommation



Stop Exclusion Énergétique

Essais VE

Eco-Rallyes



Management de l'Énergie

Navettes et minibus urbains



Nouvelle Fiscalité des Flottes d'entreprises



Solutions de Mobilité innovantes et responsables



WATTWAY PACK /
Abri vélo sécurisé autonome



Bus urbain ATAK électrique
(HCI)





« MOBILISATION NATIONALE »
STOP exclusion énergétique

Faciliter l'accès d'1 million de personnes par an en situation de précarité à un habitat confortable qui permet de vivre en bonne santé et en responsabilité écologique.



S'ARRÊTER QUELQUES MINUTES
POUR RECHARGER LES BATTERIES



wattway pack

Wattway Pack est une solution énergétique, clé en main, autonome et vertueuse qui favorise les mobilités douces.

En savoir plus sur wattwaybycolas.com



La précarité énergétique concernait déjà 12 millions de personnes en France avant la période COVID, qu'en sera-t-il cet hiver 2021 / 2022 ? Ses conséquences sont néfastes pour les populations fragiles, tant sur le plan sanitaire qu'économique déjà aggravés par le contexte de confinement. Pour répondre à cet enjeu, les pouvoirs publics sont mobilisés, État comme territoires finançant subventions et aides aux particuliers pour la rénovation. Mais cela ne suffit pas. Les précaires restent confrontés à de nombreuses difficultés qui empêchent d'agir à l'échelle. C'est d'abord le « reste à charge », cette part de financement qui est un obstacle souvent bloquant. Mais c'est aussi le besoin d'accompagnement par des professionnels de la solidarité et du bâtiment. Et bien sûr, il faut de nombreux artisans, des technologies, des matériaux... Seul un engagement de tous, à chaque niveau de territoire, peut nous permettre de répondre efficacement à l'urgence sociale et sanitaire. C'est à une mobilisation nationale des acteurs des territoires, de la solidarité, de l'écologie, de l'économie, de l'innovation qu'appellent les membres du collectif Stop Exclusion énergétique.

Alors que le confinement était, pour la plupart d'entre nous, synonyme de protection, il n'est pour beaucoup d'autres qu'une source de mal-être, d'insécurité et de dégradation de la santé. La pandémie de la COVID-19 creuse les inégalités face à la santé et exacerbe les multiples vulnérabilités de ceux qui sont en situation de précarité globale. Alors que les initiatives sociales et solidaires fleurissent aujourd'hui, dans la veine des actions déployées par le gouvernement comme à tous les niveaux de terri-

toires autour des élus locaux, nous appelons à ce que les précaires énergétiques fassent l'objet à leur tour d'une attention particulière, et que celle-ci constitue l'un des axes principaux de la relance économique. Rénovation de l'habitat, économies d'énergie, réduction des émissions carbone, amélioration de la qualité de l'air intérieur sont autant d'opportunités sociales, économiques, sanitaires et environnementales que nous devons saisir.

Réunis dans le collectif STOP Exclusion énergétique, les organisations de la solidarité, des territoires, de l'écologie, de l'économie et de la recherche, engagées dans la lutte contre la précarité énergétique oeuvrent à l'élaboration de solutions. Nous sommes convaincus que nous ne pourrions construire une société résiliente qu'en combattant les inégalités. La lutte contre la précarité énergétique et sanitaire doit être une question prioritaire et transversale au service de la sécurité des territoires et de la transition écologique et solidaire. Nous procédons collectivement en appelant à plus de moyens certes mais avec une réelle cohérence d'action et d'accompagnement.

L'emploi profitera à plein régime d'une telle approche et constituera un indicateur privilégié en parallèle du nombre de familles accompagnées. L'équation ne peut être que positive puisque quand les conditions de vie des personnes précaires s'améliorent, la santé, l'environnement et l'économie en bénéficient. L'exclusion énergétique et sanitaire, comme le non-respect des règles écologiques, n'ont plus leur place sur nos territoires. Chaque femme et chaque homme, chaque enfant, va pouvoir vivre en confort et en sécurité dans son logement.

GILLES BERTHAULT
Délégué général
STOP exclusion énergétique

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION I

Jean-Michel ROLLANT,
Golan ROUZHOSH

CONSEILLER EDITORIAL I

Gilles BERHAULT

RÉDACTION I

Bertrand BOURGINE
Stéphane MENU
Julie DESBIOLLES
Nicolas DEBREVILLE
Sébastien GALL
Christian FOURAGE

DIRECTEUR MEDIA ET PARTENARIATS I

Jean-Michel ROLLANT
Tel : 06 14 67 38 60
jm.rollant@grkmediagroupe.com

REMERCIEMENTS I

Emmanuelle WARGON, Emmanuelle BEART, Gilles BERHAULT, Marjolaine MEYNIER-MILLEFERT, Nathalie VIRGO, Manuel DOMERGUE, Mathieu BINEAU, Pierre CASABONNE, Bernard SAINCY, Pierre COQUARD, Pascal BERTEAUD, Véronique FAYET, Hugues VERITE, Claire PITOLLAT, Thomas KERTING, Danyel DUBREUI, Raphael CLAUSTRE, Thibaud LAROSE, Jonathan CADORET, Benjamin AUDIBERT, Eric RICHA, Régine DEBERNIS, Jean-François VILLERET, Sophie BLOSSIER, Stéphanie CHAUMONT, Sébastien MOLAS, Patricia PEREIRA, Pierre QUINONERO, Jean-Philippe MICHELIN, Alain FOURNIER, Stéphane SEMERIA,

IMPRESSION I

ROTIMPRESS Aiguiviva Espagne
N° Commission paritaire 1110T89651 N
Dépôt légal juin 2013

GRK MEDIA GROUPE

12 rue de la Grange Batelière, 75 009 Paris
Tel : 01 43 70 59 10
www.grkmediagroupe.com

N°ISSN 2275-7414

Green Touch Energy est une création de GRK MEDIA GROUPE

Tous droits de reproduction textes et illustrations réservés, les textes et les photographies ne peuvent être reproduits sous aucune forme sans l'autorisation de l'éditeur.



Photo de couverture :
Wattway Pack - Des dalles rendent un abri-vélo sécurisé autonome et assurent la recharge de vélos électriques à Rézé, France (44)
© Jean-Dominique BILLAUD.

- 5 - Emmanuelle Béart et Emmanuelle Wargon en visite de fin de chantier ! Plan bâtiment durable
8 - Emmanuelle Béart "Financer le reste à charge"
10 - Leroy Merlin, acteur clef de la rénovation énergétique
14 - Fondation groupe Butagaz: des actions concrètes pour une transition énergétique de proximité
16 - La ruée des solutions, pour une plateforme nationale de la précarité énergétique
18 - Plan de relance et précarité énergétique
19 - Fondation Abbé Pierre
20 - Collectif Stop à l'exclusion énergétique
22 - Voltalis en lutte contre le réchauffement climatique
23 - Haut Béarn :
Voltalis entre en dynamique avec notre plan Climat
24 - L'initiative "Rénovons!"
26 - La formation des acteurs de la lutte contre la précarité énergétique ensembliers solidaires
28 - Collectivités, boussole des habitants
29 - Ensembliers solidaires pour piloter une rénovation complète et performante
30 - Cerema: agir efficacement pour le logement durable
32 - Le rôle clé des bénévoles
34 - AIMCC et CFF-IPC
36 - La qualité de l'air est une priorité
37 - Santé et précarité énergétique
38 - Embarquer les artisans dans la rénovation énergétique
40 - La respirabilité au coeur du nouveau modèle
42 - Précaires avec les compagnons bâtisseurs
44 - Guide pour accompagner les ménages en précarité énergétique
45 - Solutions à la précarité énergétique en copropriété
46 - Les premiers trophées des solutions stop exclusion énergétique et sanitaire
48 - Convergences : zéro exclusion, zéro carbone, zéro pauvreté ?
50 - L'autoconsommation des bâtiments tertiaires
54 - Green Yellow: allié de la transition énergétique des entreprises et des collectivités
56 - Act4Business: l'innovation comme principe actif
58 - Une fiscalité 2022 plus favorable aux flottes électriques
59 - Electric hybrid test days
60 - Chez Mercedes, les Citan et Classe T s'émancipent
62 - Vendée energie tour 2021
64 - Chez Madic, la mobilité de demain s'invente aujourd'hui
66 - Groupe Colas: des infrastructures pour décarboner les mobilités
68 - Purple s'attaque à l'artificialisation des sols
70 - ZeCar: location de VE premium
72 - Transylvanie electric tour 2021
74 - Plein d'énergie pour le Château des Broyers

EMMANUELLE BÉART & EMMANUELLE WARGON EN VISITE DE FIN DE CHANTIER !

Décembre 2020, Emmanuelle Béart qui vient d'accepter de devenir ambassadrice de la cause des exclus de l'énergie se rend chez des familles accompagnées par le Réseau Éco-Habitat. Plusieurs visites des maisons en situation de passoires énergétiques, dans des réalités indignes. Mais ce sont aussi des rencontres avec ceux qui ont vu leur maison rénovée, heureux de faire découvrir ces lieux où ils habitent maintenant réellement. Ce sont toutes de belles histoires. Au-delà de la chaleur retrouvée, c'est aussi la confiance revenue qui permet de trouver un emploi, les résultats scolaires améliorés... et partout des gains pour la santé.



L'actrice est très touchée par ces rencontres, notamment avec la famille C (voir pageXXX). Elle s'engage à revenir dans la maison après les travaux. C'est le cas ce 25 mai 2021. Il pleut dans les villages autour de Compiègne, mais pas dans la maison. C'est finalement toute une délégation qui s'est constituée, qui vient voir et comprendre comment agir avec les plus précaires. Emmanuelle Wargon, la ministre du Logement est très impliquée dans la lutte contre la précarité énergétique, Elle a accepté l'invitation de l'association STOP Exclusion énergétique de rejoindre autour d'Emmanuelle Béart, Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, Pascal Berteaud, DG du Céréma, la députée Marjolaine Meynier-Millefert aussi présidente de l'Alliance HQE, Marie Trelukan, présidente d'Unis-cité, Gilles Vermot-Desroches de Schneider Electric, Grégoire Frère-Jacques de l'ANAH, Pierre Maillard d'Hellio...

Madame C. partage son émotion, touchée que l'exemple de sa maison puisse en inspirer d'autres « Vous pouvez

enfin comprendre. C'était angoissant. Quand il pleuvait, il fallait mettre des bassines. On vivait dans la moisissure. » « On a tellement honte que l'on ne vît plus. » « Ce qui me tient à coeur c'est que d'autres puissent en profiter ».

La ministre exprime sa satisfaction face à la réussite de la collaboration locale soutenue par l'État : « Avec les partenaires, nous pouvons passer à l'échelle, en faire beaucoup, beaucoup plus. L'État et les collectivités territoriales mettent de l'argent. Il faut que les entreprises s'engagent, développent des compétences. »

Emmanuelle Béart insiste sur la part invisible de l'enjeu de la précarité énergétique : « la grande difficulté est d'identifier les familles qui sont dans le besoin. Il y a un repli sur soi-même. Il y a une honte à dire. »

En conclusion de la journée, Franck Billeau, DG du Réseau Eco-Habitat demande qu'un soutien spécifique aux grands

précaires puisse être mis en place. Ainsi en Haut de France, l'ANAH apporte un soutien financier plus important pour que le financement du reste à charge et de l'accompagnement ne soit plus bloquant.

Gilles Berhault propose à tous les présents de s'associer plus fortement au sein de l'association STOP Exclusion énergétique. Il appelle au développement d'un grand programme pour les exclus, qui pourrait être financé dans le programme des « programmes Certificats d'Économie d'énergie ».

AGIR CONTRE L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE AVEC RÉSEAU ÉCO-HABITAT

La famille C vit dans sa maison depuis 2002, dans un village des Hauts de France. Lui a travaillé 39 ans dans un magasin de bricolage, avant d'avoir problèmes de santé. En invalidité depuis, il est depuis quelques mois en retraite. Madame a élevé ses 3 enfants, exerçant des emplois à temps partiel (garde enfants, ménages...). Depuis 10 ans, Mme Cormon enchaîne les soucis de santé. Soins se font au domicile, mais les sanitaires ne sont pas du tout adaptés. Malgré cela elle s'est engagée dans une association caritative locale. Leurs conditions de vie sont très dures, la chaudière gaz est en panne, les moisissures envahissent la maison. L'appoint de chauffage ambulant ne fait qu'aggraver les désordres constatés. La famille dispose d'un « reste à vivre » de 317,00 €/mois, soit 10,60 € par jour et par personne. Les besoins en travaux sont très importants : isolation, chauffage, fenêtres, mais aussi une vraie salle de bain, changer le tableau électrique devenu dangereux. Ils sont nécessaires et urgents pour une bonne santé, de bonnes conditions de vie, pour recevoir amis et familles... Au-delà il s'agit aussi de sortir de la honte qui accompagne trop souvent l'exclusion énergétique.

Il a fallu 18 mois pour monter le dossier et trouver tous les financements. Les travaux ont duré 6 semaines. L'exemplarité du projet a été saluée par une visite après travaux de la Ministre du logement, le jour du retour de la famille, fin mai 2021.



BUDGET TRAVAUX

- Réfection complète de la couverture
- Pose d'une chaudière gaz à condensation avec distribution d'eau chaude
- Pose d'un thermostat d'ambiance radio
- Isolation thermique planchers comble perdu, des murs
- Pose Menuiseries PVC double vitrage
- Réfection complète du réseau électrique et pose d'une VMC simple flux hygro-réglable
- Plomberie
- Réfection complète de la salle d'eau

Montant total de travaux : 53 500 € TTC

FINANCEMENT

- ANAH travaux lourds 25 000 €
- Prime ANAH 4 000 €
- Conseil Régional 3 000,00 €
- Conseil Départemental 6 500 €
- AG2R 5 000 €
- Fondation Leroy Merlin 10 000 €

ACCOMPAGNEMENT

Serge Mahieus, bénévole au Secours Catholique connaît la famille depuis longtemps, représente un soutien de proximité indispensable pour rassurer et expliquer les étapes du projet. Il a permis de gagner la confiance de la famille. Il est le trait d'union dans les démarches administratives comme par exemple la mise en place de la Déclaration Préalable des travaux auprès de la mairie.

ENSEMBLIER SOLIDAIRE

Réseau-Écohabitat a été fondé en 2014 par Franck Billeau face au constat que les nombreuses familles qui vivent en totale précarité énergétique ne trouvent pas l'accès aux dispositifs qui pourraient leur permettre de faire des travaux de rénovation énergétique. Réseau Éco Habitat mobilise et coordonne la solidarité de tous les acteurs d'un territoire afin d'accélérer et de concrétiser la réalisation de leur projet d'amélioration de leur habitat. L'association initie, sollicite et organise les échanges opérationnels entre ceux en souffrance de précarité énergétique dans leur habitat et les maillons des différents corps de métier et expertises concernés : l'ANAH, les opérateurs, financeurs, travailleurs sociaux, entreprises dédiées, associations caritatives.

RÉALISATION DES TRAVAUX

Yahya Najib dirige **Bat Eco Pro**. Entreprise de taille moyenne, il maîtrise tous les corps de métiers. Agir chez des grands précaires demande une expertise, confirmée par l'agrément RGE (obligatoire pour bénéficier d'une partie des financements), mais aussi de grandes capacités humaines. Le respect des délais, la rigueur d'organisation est encore plus importante quand on travaille au domicile de personnes en très grande difficulté de vie.

Ensemble, luttons contre la précarité énergétique.

En novembre, Leroy Merlin s'engage pour financer des chantiers de rénovation énergétique en reversant une partie des bénéfices des ventes des systèmes de chauffage à l'association « Stop à l'Exclusion Énergétique ».

STOP
À L'EXCLUSION
ÉNERGÉTIQUE

LEROY MERLIN

STOP

À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE
LANCE UN GRAND APPEL
AUX DONS SOUTENU
PAR EMMANUELLE BÉART



« Une précarité que l'on ne voit pas. Derrière ces portes fermées, ces façades anonymes... »

EMMANUELLE BEART, « FINANCER LE RESTE À CHARGE »

Heureusement les soutiens sont très nombreux pour pouvoir engager les travaux, mais souvent ils ne sont pas suffisants. Logiquement on peut penser que réaliser des travaux permet de faire des économies d'énergie. C'est vrai... sauf quand on n'a aucun moyen de chauffage. Certains et certaines disposent de moins de 10 € par jour et par personne pour couvrir tous les frais de la famille. Alors comment faire un crédit même pour quelques milliers d'euros, pour payer ce « reste à charge », généralement de l'ordre de 10 % du montant global des travaux.

Ainsi quand en quelques mois il est possible de monter le dossier MaPrimRenov, pour obtenir les aides de la Région ou du Département, il faut des mois pour réunir le complément. Et alors il manque toujours 5000 €. L'Association STOP Exclusion énergétique a décidé de créer un fonds de soutien pour un zéro reste à charge. Faisant à l'appel à l'actrice Emmanuelle Béart pour incarner l'appel à la solidarité.

En effet, les artistes, peintres, auteurs, acteurs sont détenteurs de ce qui donne véritablement un sens à toute trajectoire humaine : l'espérance, la capacité à se projeter. Les chemins que nous montrent à présent les créateurs, c'est celui d'une éthique vers de nouvelles valeurs, dépassant l'avoir et ses conséquences pour revenir à l'être intime. Éclairer, provoquer, initier, relier... Sous des formes diverses, parfois insolites ou déroutantes, collant à la réalité ou empreintes d'un symbolisme, les fonctions de l'artiste sont multiples et toujours stimulantes, tendant par mille voies détournées à instaurer dans la société une logique de partage et de générosité.



Emmanuelle Béart a été sensible au fait que des gens aient froid, qu'ils ne disposent pas d'un logement qui protège, et aussi au fait qu'il s'agit en même temps d'une cause écologique. Mais pour aider ceux qui agissent tous les jours contre les passoires thermiques, il fallait aller à la rencontre de ceux qui souffrent. C'est ce qu'elle a fait, se faisant leur porte-parole, appelant à la solidarité dans un très beau film court, véritable amplificateur émotionnel, pour donner l'envie à tous d'aider ceux qui en ont besoin.

Le film a été diffusé gratuitement par 25 grandes chaînes de TV et aussi Decaux dans ses réseaux d'écrans. Des millions de Français ont pu ainsi découvrir cette réalité et répondre avec générosité. Les premiers chantiers sont d'ores et déjà réalisés. La campagne d'appel aux dons va continuer. Le film a reçu le Grand Prix Or 2021 du Green Award Festival. Le film a été réalisé par Frédéric Chaudier, et produit par Flair Productions, présidé par Guillaume Roy.

Elle est révélée en 1986 par Manon des sources, de Claude Berri, qui lui vaut le César de la meilleure actrice dans un second rôle. De nombreux films avec les plus grands réalisateurs : Jacques Rivette (La Belle Noiseuse, Histoire de Marie et Julien), André Téchiné (J'embrasse pas, égarés, Les témoins), Claude Sautet (Un cœur en hivers, Nelly et Monsieur Arnaud), Claude Chabrol (L'Enfer), Régis Warnier (Une femme française), Olivier Assaya (Les Destinées sentimentales), Brian de Palma (Mission impossible), Danièle Thompson (La Bûche), François Ozon (Huit Femmes) ... son dernier film en 2021 « L'Étreinte », un film de Ludovic Bergery. De 1996 à 2006, elle est ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF et participe à de nombreuses activités humanitaires.



PARTENAIRES MÉDIAS



Il est encore temps de donner
www.stopexclusionenergetique.org

LEROY MERLIN, ACTEUR CLEF DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Faire bouger les lignes et intégrer les habitants en situation de précarité au niveau leur logement dans le cœur de métier de Leroy Merlin. Tel est l'objectif que vise le leader de l'amélioration de l'habitat en France pour interagir de manière utile avec des associations acteurs du terrain et de manière compatible avec ses contraintes de commerçants et les savoir-faire disponibles en magasins. Tour d'horizons !

L'enseigne Leroy Merlin a la particularité de co-construire avec ses 22 000 collaborateurs la stratégie de l'entreprise depuis 1995. « Être leader nous oblige, souligne Claire Beauvais, Directrice RSE, mais c'est aussi enthousiasmant pour impacter les transformations de société et partager notre mission d'entreprise qui est de construire avec tous les nouvelles façons d'habiter pour mieux vivre demain. »

Selon la dernière édition du baromètre 2021 du Médiateur de l'énergie, de plus en plus de foyers sont en situation de "précarité énergétique". 20 % des consommateurs d'électricité et de gaz interrogés (contre 14 % en 2020) déclarent avoir souffert du froid pendant au moins 24 h dans leur logement alors que la facture énergétique prend de plus en plus de place dans le porte-monnaie des Français, surtout pour ceux qui ont moins de moyens que les autres. Chez Leroy Merlin, une mission RSE d'entreprise ne peut pas rester de jolis mots. Engagée pour un habitat et un commerce durable, en étant utile pour chaque territoire, l'enseigne souhaite apporter une contribution positive et cela se traduit par des actions très diverses. Accompagner la rénovation énergétique des logements est un des axes majeurs.



Les conseillers de vente accompagnent les clients en magasin.
© Remy Deluze

Concrètement, Leroy Merlin a été en 2020 la première enseigne à être agréée par l'ANAH en tant que mandataire pour faciliter l'accès de ses clients habitants au dispositif MaPrimeRénov' qui permet de financer les travaux d'isolation, de chauffage, de ventilation ou d'audit énergétique d'une maison individuelle ou d'un appartement en habitat collectif. « Nous avons la chance d'avoir un nombre de contacts clients très important et donc la capacité à faire connaître, communiquer et agir sur la rénovation énergétique. C'est le cas à travers le partenariat que nous avons signé avec l'Ademe en 2017 pour accéder aux aides qui sont mises en place par le gouvernement et favoriser le passage à l'acte en matière de rénovation énergétique grâce à des relations de confiance et de proximité. »

UN APPUI FINANCIER ET ADMINISTRATIF

D'un point de vue opérationnel, les actions de Leroy Merlin en faveur de la rénovation énergétique sont opérées à la fois en digital, sur le site leroymerlin.fr, et en magasins. Elles s'articulent autour d'un triple accompagnement qui inclut l'appui financier, l'appui administratif et le conseil en plus ! « Pour l'achat d'une solution simple, comme un poêle à bois moins énergivore et plus respectueux de l'environnement, l'enseigne s'occupe de monter les dossiers MaPrimeRénov' et/ou CEE, avance les frais pour le client afin que de dernier ne paie que le reste à charge puis se charge de l'installation, explique Fatah Rezzai, Directeur Offre & Achats Rénovation énergétique chez Leroy Merlin. Dans d'autres cas, elle transmet les coordonnées du client à un installateur partenaire qui se charge de la pose. Il s'agit le plus souvent de Kbane, une entreprise du groupe ADEO, maison mère de Leroy Merlin ou d'un autre installateur expert de la performance énergétique de l'habitat et certifié RGE. »



La transition énergétique en pratique

www.butagaz.fr



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Butagaz - SAS au capital de 195 225 000 € - 47/53 rue Raspail - 92594 LEVALLOISPERRET CEDEX
402 960 397 RCS Nanterre. Crédit photos : Getty Images

DES ACTIONS AU PLUS PROCHE DES TERRITOIRES

Pour Nicolas Cordier, Intrapreneur social chez Leroy Merlin, trois ingrédients majeurs définissent l'approche de l'enseigne sur la rénovation énergétique. « C'est d'abord être au plus proche des territoires en lien avec les projets liés à notre cœur de métier, c'est-à-dire "comment mieux habiter peut être accessible à tous", y compris à des habitants qui ne sont pas clients de nos magasins. Ensuite nous ne sommes pas en première ligne dans l'aide apportée aux ménages plus fragiles mais en partenariat systématique avec des acteurs de terrain associatifs. Enfin il est important qu'il puisse y avoir une viabilité économique à notre approche de manière à nous engager durablement pour coconstruire des actions de partenariat créatrices de valeur où chacun trouve son compte. C'est le cas avec nos 130 conventions d'Achats Solidaires mises en place par plus de la moitié de nos magasins. » Initié en 2016, avec les Compagnons Bâtisseurs, ce dispositif était et demeure novateur dans la relation entre le monde de l'entreprise et le milieu associatif. Par ce biais les associations peuvent acheter au prix normal dans le magasin le plus proche du lieu où elles opèrent. Ce dernier s'engage à leur reverser tous les trimestres 100 % de la marge sur vente générée. Pour l'association, cela permet notamment de financer ses activités et la coordination de nouveaux chantiers. De son côté, le magasin ne gagne pas autant qu'avec un client ordinaire mais il peut s'engager sans limite de temps ni de montant auprès des associations de son territoire. « Côté régulièrement ces associations nous permet aussi de mieux connaître leurs besoins et la manière d'y répondre sur d'autres registres que celui des produits, précise Nicolas Cordier. C'est le cas en proposant gratuitement nos cours de bricolage aux membres de l'association ou en les mettant en relation avec d'éventuels bénévoles bricoleurs. On apprend beaucoup de nos partenaires et des réalités qu'ils soutiennent. Tout cela donne du sens et de la cohérence à notre métier, mais aussi de la motivation, de la fierté et de l'engagement de la part de nos équipes. »



Les installateurs partenaires sont tous certifiés RGE © Getty Images

« STOP EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE », UN ASSEMBLEUR BIENVENU !

Sur la rénovation thermique du logement contre l'exclusion énergétique, force est de constater que personne n'a encore trouvé la solution miracle ! Il y a de belles réalisations à petite échelle. Tout l'enjeu aujourd'hui est de pouvoir modéliser d'une manière ou d'une autre une approche pour pouvoir la déployer à plus grande échelle. C'est une difficulté pour les acteurs du terrain mais également pour les pouvoirs publics, et notamment l'ANAH*, qui financent en partie ce type d'actions. D'où le sens de l'engagement de Leroy Merlin dans le collectif « Stop Exclusion Énergétique ». « Ce consortium qui regroupe des acteurs d'horizons divers (associations locales et nationales, collectivités, entreprises privées, acteurs économiques, etc.) arrive à point nommé, conclut Claire Beauvais, et va faciliter la mise en place d'actions globales et performantes. Les premiers chantiers cofinancés par Leroy Merlin vont démarrer à partir du printemps 2022. »

(*) Agence nationale de l'habitat.

BERTRAND BOUTZGNE

UNE OFFRE ENGAGEANTE ET SOLIDAIRE POUR LES CLIENTS !

Ce mois de novembre, Leroy Merlin a imaginé une nouvelle offre pour permettre à des familles qui n'en ont pas les moyens de réaliser leurs travaux d'isolation et de chauffage sans déboursier 1€. Sans augmenter ses prix, l'enseigne reverse 20 € sur chaque radiateur ou sèche serviette électrique vendu dans le cadre cette offre à la fois "engageante et solidaire" pour cofinancer 25 chantiers de rénovation énergétique complets coordonnés par Stop à l'Exclusion énergétique. Pour cette première opération, Leroy Merlin mise sur la vente de 6 000 à 8 000 pièces, soit une dotation de 120 à 160 K€ qui permettra de financer le reste à charge des chantiers de familles en grande précarité. Il est prévu de réitérer ce type d'offre plusieurs fois l'année prochaine.

greenyellow
SHIFT TO PROFITABLE ENERGY!

VOTRE ALLIÉ POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE CONCRÈTE ET BÉNÉFIQUE

DES BÉNÉFICES IMMÉDIATS

- + **Réduction durable de vos factures énergétiques** grâce à une plateforme unique et globale alliant solutions techniques et financières
- + **Décarbonation de votre activité**, quel que soit votre domaine
- + **Un accompagnement clé en main** sur toutes les phases de votre projet (conception, études, travaux, suivi & exploitation)
- + **Optimisation garantie** de chacune des composantes de votre écosystème énergétique



GreenYellow, c'est 14 ans d'expertise en France et à l'international

+1,2 Milliard d'€
investis chez nos clients sur des installations solaires et d'efficacité énergétique

2 600 CPE*
en exploitation

+1,7 M de m²
de panneaux solaires photovoltaïques installés

Contactez-nous sans plus attendre :
contact@greenyellow.fr

FONDATION GROUPE BUTAGAZ : DES ACTIONS CONCRÈTES POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE PROXIMITÉ !

La Fondation groupe Butagaz s'est engagée, en mars 2020, à accompagner le village de Flers (Pas-de-Calais) dans l'identification de ses logements en précarité énergétique et mettre en œuvre les solutions de rénovation adéquates pour en faire des logements plus efficaces et moins énergivores. Etat des lieux de ce premier projet pilote !



Mireille Roboam, dans l'un des deux foyers sélectionnés après étude des revenus de sa famille et du bilan thermique.

aider chaque foyer français, chaque collectivité et chaque entreprise à prendre concrètement en main sa propre transition énergétique. « Cette fondation, c'est une preuve pour Butagaz de son engagement dans la transition énergétique via des actions concrètes, utiles, proches des territoires et qui doivent servir d'exemples pédagogiques sur ce sujet », explique Sylvie Gallois, Présidente de la Fondation et Vice-Présidente stratégie marketing, communication et partenariats chez Butagaz.

AUDIT ÉNERGÉTIQUE : MODE D'EMPLOI !

La réalisation des audits du bureau d'étude ETC, diligenté par la fondation groupe Butagaz à Flers, commence par le relevé du bâti afin de vérifier comment le bâtiment est isolé, quelle est sa structure et les différents systèmes de chauffage-eau chaude-ventilation. Le technicien passe ensuite la caméra thermique pour vérifier comment est posé l'isolant, connaître l'épaisseur de l'isolation existante et constater si il y a des problèmes d'étanchéité au niveau des menuiseries et des plafonds. Des mesures à la plaque optique donnent des informations précises sur l'épaisseur de verre et les lames d'air du double vitrage des ouvertures. Le débitmètre permet de vérifier les bons débits d'une VMC (Ventilation Mécanique Contrôlée) pour éventuellement proposer par la suite des travaux de rénovation sur la partie renouvellement d'air.

Définie par la loi dite « Grenelle 2 », la précarité énergétique concerne les ménages vivant dans des passoires énergétiques, ceux qui consacrent une part excessive de leur budget aux dépenses énergétiques, et ceux qui déclarent avoir régulièrement froid dans leur domicile en raison de restrictions volontaires liées à leur situation financière ou de leurs conditions d'habitat. D'après ces indicateurs tirés de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE), 5,6 millions de ménages seraient en précarité énergétique en France. Cela représente 20,4 % des ménages, soit 12 millions de personnes qui n'ont pas les moyens ou ne parviennent pas à chauffer leur logement correctement. Ce fléau, qui concerne un Français sur cinq, risque de s'aggraver avec l'accroissement de la précarité, la mauvaise qualité thermique de millions de logements et l'augmentation des coûts de l'énergie et des loyers.

Cette situation n'est pas une fatalité. Sur le terrain, partout en France, les associations, les collectivités, les services de l'État, les entreprises se mobilisent pour venir à bout de l'exclusion énergétique. C'est le cas de la Fondation groupe Butagaz qui a pour mission de mettre la transition énergétique à la portée de tous en agissant concrètement au plus près des Français et des territoires. Son objectif :

DEUX MAISONS ET LA MAIRIE ÉCOLE DE FLERS RÉNOVÉES

Le village de Flers, dont 61 % des logements sont encore chauffés au fioul, a été retenu pour le premier projet d'action pilote de la Fondation car il avait certainement une rénovation énergétique à faire. Depuis, grâce au double financement des aides de l'État et de la fondation groupe Butagaz, la commune sélectionnée a achevé le chantier de la rénovation thermique de son école communale offrant ainsi un cadre propice pour les enfants et leurs enseignants à la rentrée. Onze familles de Flers ont bénéficié gratuitement de l'audit énergétique de leur maison et deux familles vont pouvoir profiter de la rénovation énergétique gratuite de leur habitat. Ce premier projet est attrayant car il offre, dans un premier temps un audit énergétique complet du logement (voir encadré), ce qui permet de déterminer le bouquet de travaux - parfois conséquent - à effectuer. La Fondation s'engage ensuite à compléter les dossiers d'aides octroyées par l'État en vue des travaux nécessaires qui amélioreront les performances énergétiques des maisons, et endosse le reste à charge.

Nathalie Virgo, Responsable du service clients "Butagaz par Mega" et Secrétaire générale de la fondation groupe Butagaz

« CETTE FONDATION EST L'ABOUTISSEMENT D'UNE DÉMARCHE AMORCÉE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES. »

« Cet engagement collectif est une réelle fierté. Je suis dans la société depuis 15 ans et le service client, c'est vraiment dans mes tripes comme on dit. Quand on a discuté de la création de cette fondation, je me suis dit pourvu qu'on nous demande si on est intéressé et si on a l'envie. Lorsqu'on s'est lancé dans l'aventure avec ce super projet de Flers, tout est venu comme une explosion de joie au niveau des équipes. Les valeurs déployées correspondent à une partie de nos missions quotidiennes : conseiller et accompagner. Maintenant, nous pouvons aller plus loin encore. Les futures réalisations de travaux seront la confirmation de notre volonté commune d'avoir une fondation active. Je suis impatiente de voir le sourire sur le visage d'autres futurs bénéficiaires ! »

QUI PEUT BÉNÉFICIER DES AIDES DE L'ÉTAT ?

- **Ma prime Rénov**, financée par l'État, avantage les ménages modestes et très modestes (en fonction du nombre de personnes vivant dans le foyer et du montant du revenu fiscal). La demande s'effectue en ligne sur maprimerenov.gouv.fr
- **CEE** (Certificat d'Économie d'Énergie) est accessible à tous à condition d'être propriétaire d'une maison construite depuis plus de 2 ans et de travailler avec un artisan qualifié RGE (garant de l'environnement). Ces aides sont proposées par les fournisseurs d'énergie pour financer partiellement ou totalement les travaux d'économies d'énergie. Ces deux aides sont cumulables mais pas sur tous les types de travaux. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter un conseiller sur le site : Faire.gouv.fr

« J'AI L'IMPRESSON D'AVOIR GAGNÉ AU LOTO ! »

Dans le cas de la maison mal isolée et sans système de chauffage efficace de Mireille Roboam, l'un des deux foyers sélectionnés après étude des revenus de la famille et du bilan thermique, l'isolation et l'installation d'une double pompe à chaleur permettront le passage d'une étiquette « émissions gaz à effet de serre » D à une étiquette B et une économie d'environ 40 % sur la facture énergétique annuelle. « J'ai l'impression d'avoir gagné au loto ! Mes enfants sont ravis et l'on va enfin avoir du confort dans notre plus grande pièce de vie jusqu'alors très mal chauffée avec un petit appareil d'appoint de feu au pétrole, confie-t-elle. En termes de confort, ce n'était pas suffisant du tout sachant qu'on respire ce que dégage le feu et que l'isolation inachevée de la maison amenait de l'humidité. » Pour la seconde famille aidée, l'objectif est d'atteindre un gain énergétique d'environ 30% et une économie de 22 % sur la facture énergétique. Au final, La fondation groupe Butagaz s'est appuyée sur les devis proposés pour effectuer le plus de travaux possible, à hauteur de son budget : 30 000 € pour la rénovation des deux logements, sachant qu'une grande partie est prise en charge par les aides de l'État (Ma Prime Rénov et CEE) et 12 000 € pour les travaux de rénovation énergétique de la mairie-école de Flers.

LA RUÉE DES SOLUTIONS, POUR UNE PLATEFORME NATIONALE DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Des dizaines, des centaines d'initiatives maillent les territoires, des solutions ont été avancées par des acteurs publics ou privés, de nombreuses associations sont engagées depuis très longtemps : nous sommes convaincus que nous disposons de talents, de solutions, de moyens et d'une mobilisation suffisante pour agir à la hauteur de l'enjeu qu'est la lutte contre la précarité énergétique. Sans partage des solutions publiques comme privées, il ne sera pas possible d'agir à l'échelle.

La Ruée vers les Solutions a pour vocation de créer du collectif pour faciliter l'émergence de réponses solides et réelles au problème endémique que représente l'exclusion énergétique.

Des ateliers ciblés avec les acteurs du secteur de l'énergie et du logement, des territoires, de la solidarité font émerger des solutions amplifiables et duplicables, opérationnelles et surtout transposables « clé en main ».

Chaque atelier dure 90min et réunie une dizaine de personnes pour confronter expériences et projets. La solution, une fois établie, fait l'objet d'une fiche synthèse qui aura pour dessein d'enrichir la « plateforme des solutions » à destination des pouvoirs publics, de la presse, et de toute personne souhaitant à s'engager dans le domaine. Chacun a ainsi à sa disposition un panel d'initiatives transposables partout en France pour enfin réussir, collectivement, à sortir un million de personnes par an de la précarité énergétique.

Le premier atelier a été lancé en présence de la Ministre Emmanuelle Wargon et co-animé par Bernard Saincy, président de Stop Exclusion énergétique et Pascal Berteaud, directeur général du Céréma. Il a réuni 15 personnes représentant notamment AG2R La Mondiale, Hellio, Schneider Electric, CEREMA, la Mairie de Sceaux, l'association Uniscité, le Secours Catholique Oise, le Réseau Éco-Habitat, Les Compagnons Bâtitisseurs, l'ANAH, l'Alliance HQE...

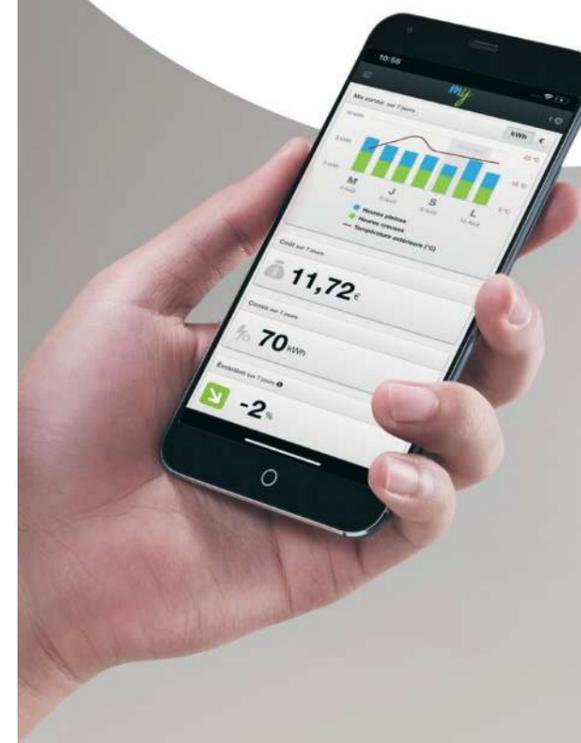
Sur juin et juillet 2021, d'autres ateliers ont été animé par Saint-Gobain, la Fondation Abbé Pierre, la Smart Building Alliance, le Céréma, Urbs... Les apports très riches se sont beaucoup concentrés sur deux sujets, l'identification et le numérique.

Malgré les efforts partagés, beaucoup restent des invisibles. Ils ne sont nulle part identifiés. Des outils permettent de traiter et de croiser les données publiques (outils développés par Enedis, URBS, Énergie Demain...) mais ils ne sont pas suffisamment utilisés. C'est une question de compétences et formation, mais aussi culturels. Il y a une vraie méconnaissance des outils numériques, quand ce n'est pas une méfiance. Ce qui est vrai dans le traitement de la donnée territoriale l'est aussi pour la mesure et le pilotage des logements eux-mêmes. Pourtant les résultats sont connus et les investissements faibles.

C'est le premier message de la Ruée des Solutions. Il manque une vision digitale de la lutte contre la précarité énergétique, une réelle infrastructure numérique globale. La recommandation d'un des ateliers est aussi ainsi de croiser précarité énergétique et de communication. Donner accès à internet est aussi ce qui permet de piloter l'efficacité énergétique... et aussi de travailler, de suivre l'école, d'améliorer sa santé, d'accéder à la culture...



Chauffé à l'électricité ? Découvrez la seule solution d'économies d'énergie 100% gratuite !



**Solution
chauffage
électrique**

Avec le nouveau boîtier connecté Voltalis, suivez votre consommation électrique et pilotez facilement votre chauffage, pour plus d'économies et de confort !



Économique
Jusqu'à **15%**
d'économies d'énergie
par an



Durable
Jusqu'à **70%**
d'émissions de CO₂
évités



Solidaire
Participe à la sécurité
du réseau électrique



100% gratuit
Sans frais cachés et
sans abonnement

Pour en savoir plus et en bénéficier,
rendez-vous sur www.voltalis.com



Marjolaine MEYNIER-MILLEFERT

Députée de la 10^e circonscription de l'Isère
Membre de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire,
Présidente de l'Alliance HQE

Nous disposons, grâce au plan de relance, de moyens conséquents. La période est désormais au management de la transition dans tous les territoires et avec l'ensemble de la chaîne d'acteurs.

La rénovation énergétique des bâtiments est devenue pour tous une évidence et une priorité absolue. En effet, le secteur des bâtiments, c'est encore un quart des gaz à effet de serre français et la moitié de nos consommations énergétiques. C'est donc une urgence écologique que de parvenir à atteindre d'ici 2050 la neutralité à la fois énergétique et carbone de l'ensemble du parc bâti national. Par ailleurs, et alors que pour la seconde fois les français sont contraints de se confiner chez eux, la rénovation des logements apparaît comme une priorité sanitaire. La crise des Gilets Jaunes avait contribué à faire prendre conscience du poids économique des factures énergétiques dans le budget des ménages, et à mettre en évidence qu'un Français sur six a froid chez lui en hiver... Soit près de 7 millions selon les dernières études de l'ONPE. Mal isolés, chauffés par des équipements vétustes, inadaptés ou défectueux, ces logements inadéquats ont des conséquences désormais mesurées sur la santé de leurs occupants. Bruit, mauvaise qualité de l'air, humidité et moisissures se cumulent pour créer un nombre très important de pathologies. La mauvaise qualité de l'air intérieur est réputée causer 20 000 morts prématurées par an en France, notamment chez les plus fragiles d'entre nous. Cela représente un coût socio-économique pour la société de 20 milliards d'euros par an. L'étude « Eurofound » sur l'éradication du mallogement estimait que les dépenses de santé économisées suite à l'amélioration de l'habitat permettraient d'amortir les investissements réalisés en 18 mois. Une étude qui vient compléter celle de la Fondation Abbé Pierre sur le même sujet et avec des conclusions similaires. Des chiffres éloquentes et néanmoins difficiles encore à prendre en compte dans l'élaboration d'un budget, qu'il soit celui de l'état ou celui des ménages. Car si c'est un investissement, un gain à long terme, à court terme la rénovation des bâtiments est encore trop perçue comme un coût, parfois jugé rétrograde, notamment quand il s'agit

de s'engager dans une rénovation globale. Le reste à charge est encore bien souvent perçu comme insurmontable.

Avec 2 milliards sur le logement et une priorité claire donnée aux publics précaires, le renforcement de programmes aidés tels que ceux de l'ANAH, et un renforcement important du chèque énergie pour un budget de plus de 800 millions, le gouvernement a clairement pris la mesure de l'enjeu. De même, la simplification des aides avec la transformation du CITE en prime et leur versement au moment des travaux sont autant de bonnes mesures qu'il faut néanmoins encore aider les français à s'approprier. Les conseillers FAIRE rendent accessible une information neutre et gratuite dans tous les territoires, mais là encore, ce service reste encore trop méconnu. Il nous faut donc, plus que de nouvelles solutions ou de nouvelles mesures, trouver les moyens de l'accélération et du déploiement effectif de tout ce qui existe. Cette accélération passe à n'en pas douter par un partenariat clair, transparent, et de bonne foi entre l'état et les territoires.

Le temps de la planification est derrière nous. Nous connaissons les enjeux, la feuille de route est claire. Nous disposons, grâce au plan de relance, de moyens conséquents. La période est désormais au management de la transition dans tous les territoires et avec l'ensemble de la chaîne d'acteurs. Faisons ensemble que chaque chantier financé par ce plan France Relance soit effectivement un chantier de transformation : qu'ils deviennent tous des « chantiers-écoles », des chantiers communicants »... qu'ils embarquent avec eux les villes et les villages dans une transition écologique plus globale et plus juste... Car tous ces projets s'inscrivent, ne nous y trompons pas, dans leur territoire, dans leur éco-système unique. Et ils ne seront couronnés de succès que si l'ensemble des acteurs locaux s'en emparent pleinement.

« NE PAS OUBLIER LES PASSOIRES THERMIQUES DES PLUS DÉMUNIS »

Chaque année, depuis 26 ans (la prochaine édition sera rendue publique en février 2022), la Fondation Abbé Pierre dresse un état des lieux du mal-logement en France. Dans la version 2019, publiée en janvier 2020, la Fondation rappelle que la précarité énergétique est au croisement des enjeux sociaux et écologiques. Elle touche 12 millions de personnes en France qui ont froid (ou chaud) chez elles ou peinent à payer leurs factures de chauffage. « Le gouvernement souhaite en faire une priorité mais peine à passer à l'échelle adéquate, malgré une revalorisation de €50 en moyenne du chèque énergie en 2019, 'faute de moyens dédiés, d'accompagnement et de volonté' qui permettraient de sortir les ménages de l'urgence des factures insupportable et d'engager la rénovation performante des sept millions de passoires énergétiques existantes », peut-on lire dans le rapport.

Manuel DOMERGUE

Directeur des études
à la Fondation ABBÉ PIERRE



EN DEÇÀ DES OBJECTIFS DE RÉNOVATION

La Fondation pointe les incohérences de la politique de rénovation : en 2015, la loi de transition énergétique a fixé un objectif de 500 000 logements rénovés par an (la moitié occupée par des ménages modestes, dont 130 000 dans le parc privé et 120 000 dans le parc social). Or, les résultats annuels du programme Habiter Mieux de l'Anah, globalement en hausse en 2018 avec 62 345 logements rénovés, restent en deçà du seuil des 75 000 logements rénovés par an pour le quinquennat actuel. Un objectif qui a été ramené à 60 000 logements par an dans la loi de finances pour 2020, mais qui ne concernera plus que le programme Habiter Mieux Sérénité.

LES GENS ONT DE PLUS EN PLUS FROID

« Depuis que nous examinons l'état des logements en France, on peut clairement dire que ces derniers se sont améliorés au fil des années. Cependant, le coût du logement a cru de 30 à 40 % selon les régions dans le même laps de temps, ce qui induit une plus grande précarité des ménages, notamment pour satisfaire leurs besoins énergétiques », confie Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation Abbé Pierre. En 1996, 10 % des personnes que nous sondons dans nos enquêtes assuraient avoir froid chez elles ; elles étaient 19 % en 2013. « C'est une augmentation significative. En 2008, lors de la crise financière, certains ménages ont tout simplement fait le choix de ne pas se chauffer, pour sauver ce

qui pouvait l'être de leur pouvoir d'achat. On peut imaginer qu'avec la crise du Covid-19, des comportements similaires se produiront », affirme le directeur des études.

QUE LE PLAN DE RELANCE N'OUBLIE PAS LES PLUS PAUVRES...

Le Grenelle de l'environnement a donné naissance à une politique de défiscalisation massive pour lancer des travaux de rénovation. Manuel Domergue redoute « qu'avec le Plan de relance du gouvernement, les plus fragiles ne soient plus la cible prioritaire, ce qui est déjà le cas avec des aides dont les foyers les plus aisés bénéficient. 3 à 4 milliards d'euros sont débloqués chaque année par la puissance publique. Il en faudrait 2 à 3 de plus pour atteindre l'objectif de rénover en priorité les passoires thermiques des propriétaires les plus démunis », conclut-il.

STÉPHANE MENU

STOP À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

UNE INITIATIVE UNIQUE, ORIGINALE ET AMBITIEUSE PORTÉE PAR UN COLLECTIF

L'idée de la démarche collective est née des groupes de travail de la Fondation des Transitions en 2019. La question de l'accès à l'énergie pour tous s'est imposée, tant le fait d'habiter dans de bonnes conditions qui protègent et permettent d'être en bonne santé est une nécessité, une responsabilité collective.

CHANGER D'ÉCHELLE !

Dans le cadre méthodologique du « réservoir d'idées et d'actions » (think-do tank), un travail en plusieurs temps s'est mis en place. Un événement organisé avec Convergences le 5 septembre 2019 a permis de lancer le collectif avec la contribution d'une trentaine d'acteurs et en présence de 200 participants pour faire le point, définir les besoins. L'événement s'est conclu par l'intervention et le soutien affiché d'Emmanuelle Wargon, alors secrétaire d'État.

Des groupes de travail ont alors se mettre en place pour écrire collectivement le scénario : « Sortir 1 million de personnes par an de la précarité énergétique ». Ce scénario a pu être présenté en décembre 2019 lors d'un nouvel événement accueilli par le théâtre La scène parisienne, aussi avec la participation de 200 acteurs de l'économie et des territoires. L'idée s'est imposée de faire du sujet une « grande cause nationale », ce qui a donné lieu à la signature d'une lettre au premier ministre de 50 députés et sénateurs. Depuis des groupes de approfondissent les axes définis dans le « scénario 1 million », ce qui a été le cas de la définition du nouveau métier « Ensemblier solidaire » avec Dorémi, les

Compagnons Bâisseurs et le Réseau Éco-habitat, ainsi que pour des outils numériques de gestions de données visant à simplifier l'identification et l'accompagnement des précaires énergétiques avec le Céréma et Énergies Demain. D'autres groupes présenteront leurs conclusions dans quelques semaines sur « Mobilité et précarité énergétique » (avec la RATP, la Métropole de Lille, la Chaire Hope...), « Nouveaux outils de financement du reste à charge », « Santé et précarité énergétique ».

En parallèle des actions de mise en valeurs des solutions au service du changement d'échelle ont été menées, dont l'organisation des premiers Trophées Stop Exclusion énergétique, avec la mise en place de 8 comités régionaux.

Le « scénario 1 million » est la colonne vertébrale d'un plan d'actions qui s'appuie sur une multitude d'initiatives récentes prises par les différents acteurs publics et privés, mais qui ont conscience que, même collectivement, ils n'arrivent pas à agir à la hauteur des enjeux : le nombre de précaires énergétiques ne baisse pas de façon significative. Le « scénario 1 million » privilégie certaines orientations :

le territoire, la proximité, l'humain. Il n'en oublie pas pour autant les technologies, dont le numérique dès lors qu'ils contribuent à ces 3 orientations. Il est l'ébauche d'un programme visant à donner un contenu concret, rassembleur et mobilisateur à la lutte contre la précarité énergétique. Ce scénario intègre et complète l'objectif des pouvoirs publics de rénover 500 000 logements par an (350 000 réalisés en 2018) et en concentrant l'effort sur les familles les plus modestes aujourd'hui peu touchées. Il conforte également les initiatives des bailleurs sociaux dans le logement social collectif. Tout est lié : pauvreté, climat, santé, protection de l'environnement, énergie, emploi, démocratie. C'est pour cela qu'existent les objectifs mondiaux de développement durable. Pour agir mieux, plus vite et avec plus d'ambitions les membres de l'initiative se sont appuyés sur un socle de valeurs communes. La première est le niveau de qualité des rénovations y compris sur le plan de la santé et de la durabilité (matériaux biosourcés, technologies innovantes). La seconde est dans la coopération entre tous ceux qui veulent faire évoluer une situation indigne d'un pays comme la France. La troisième est dans la force de l'optimisme.



LE SCÉNARIO 1 MILLION

- 1 - Sensibiliser et outiller les acteurs de proximité pour lutter contre l'exclusion énergétique
- 2 - Accompagner la montée en compétences de 20 000 ENSEMBLIERS SOLIDAIRES (techniques et sociaux)
- 3 - Améliorer l'efficacité des outils de lutte contre l'exclusion énergétique
- 4 - Encourager le développement des missions et aides locales pour lutter contre l'exclusion énergétique
- 5 - Soutenir et diffuser les initiatives innovantes de l'ESS, des associations, des entreprises
- 6 - Soutenir la mobilisation de filières professionnelles de confiance
- 7 - Conforter et faire connaître les initiatives pour interdire les locations des logements classés F (et donc encourager les bailleurs à rénover)
- 8 - Promouvoir des solutions pour réduire le reste à charge des familles les plus modestes
- 9 - Réhausser le montant du Chèque énergie (avec abondement pour les énergies renouvelables)
- 10 - Favoriser la création de coalitions d'acteurs dans les territoires pour lutter contre l'exclusion énergétique

CONSEIL D'ADMINISTRATION SOUS LA PRÉSIDENTICE DE BERNARD SAINCY :

Franck Billeau (réseau ECO HABITAT), Frédéric Demarez (Oaan Consulting), Manuel Domergue (Fondation Abbé Pierre), Emmanuel François (Smart Building Alliance), Sophie Galharet (GRDF), Claire Gagnaire (Heliio), Thomas Kerting (Respiration), Alexandre Lagogué (Les compagnons bâtisseurs), Régis Largillier (Chaire Hope), Louisa Marechal-Fabre (Saint-Gobain), Nicolas Perrin (ENEDIS), Marjolaine Meynier-Millefert (députée, Présidente Alliance HQE), Léana Msika (Dorémi), Ninon Overhoff (Secours Catholique), Pierre Pageot (groupe SOS Transition Écologique), Gilles Pennequin (CEREMA), Anne-Stéphanie Pierry (Butagaz), Christophe Poline (Schneider Electric), Florence Presson (Mairie de Sceaux), Jacques Rosemont (Banque des Territoires), Stéphane Sébastiani (AG2R La Mondiale), Hugues Vérité (AIMCC).

« LA GESTION DE LA FLEXIBILITÉ ÉLECTRIQUE EST UN ATOUT CAPITAL DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE »

Créée en 2006, Voltalis est le premier opérateur européen de pilotage de la demande électrique, notamment résidentielle. La technologie innovante de Voltalis permet déjà à plus de 150 000 foyers européens de réaliser des économies d'énergie et de mieux maîtriser leur consommation. Mathieu Bineau, PDG de l'entreprise, nous en dit plus sur ce dispositif unique.



Mathieu BINEAU
DG de Voltalis

Le réseau conserve son équilibre et n'a donc pas besoin de recourir à des centrales thermiques fortement émettrices de CO2. C'est du gagnant-gagnant. RTE (le gestionnaire du réseau électrique) n'a donc pas besoin de recourir aux centrales thermiques -et de payer cette solution- et l'économie ainsi réalisée finance notre modèle.

Enfin, nous sommes au cœur de l'actualité puisque RTE, dans la présentation des scénarios de l'électricité pour 2050, insiste vraiment sur cette notion de pilotage massif de la consommation pour garantir un mix énergétique viable. La gestion de la flexibilité électrique est un atout capital dans la lutte contre le réchauffement climatique.

COMMENT SE PASSE CONCRÈTEMENT LE PARTENARIAT NOUÉ AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT-BÉARN ?

Nous avons leur feu vert. Les élus vont sensibiliser la population. Puis nous allons lancer nos équipes sur le terrain pour susciter l'adhésion à cette solution vertueuse. Quand nous expliquons aux particuliers ce que nous faisons, que l'installation de ce boîtier intelligent est un outil pour mieux gérer leur consommation d'énergie, l'adhésion est de 75 % ! Pour nous déployer plus encore, et multiplier l'impact positif, nous avons besoin de ce portage politique de proximité, afin de concentrer nos efforts sur les territoires, les uns après les autres. Pour les élus, c'est une opportunité unique : un dispositif entièrement gratuit et aux effets bénéfiques à court terme pour leur population et leur territoire.

SUR QUEL MODÈLE REPOSE VOLTALIS ?

Il est 100 % gratuit et sans abonnement, pour les particuliers comme pour les collectivités territoriales qui font appel à nous. Le dispositif Voltalis passe par un petit boîtier intelligent installé dans le logement par un technicien professionnel en 2 heures environ. Il permet de rendre connectés les radiateurs et chauffe-eaux électriques afin de mieux maîtriser leur consommation. Les particuliers vont pouvoir réaliser jusqu'à 15 % d'économies sur leur consommation énergétique annuelle, ce qui n'est pas anodin par les temps qui courent. Cerise citoyenne sur le gâteau, les foyers équipés contribuent activement à la transition écologique et à la lutte contre le changement climatique.

QUELLE EST DONC CETTE SOLUTION ÉCOCITOYENNE DÉVELOPPÉE PAR VOLTALIS ?

Cette solution participe en temps réel à la sécurité du système électrique et favorise le développement des énergies renouvelables au bénéfice de tous. Lors des pics de consommation ou des baisses de production des énergies renouvelables, le dispositif Voltalis peut aider le réseau en réduisant brièvement la consommation de milliers d'appareils de chauffage, sans que cela n'impacte le confort des occupants des logements.

« VOLTALIS ENTRE EN DYNAMIQUE AVEC NOTRE PLAN CLIMAT »

Vice-président de la Communauté de Communes du Haut-Béarn, Pierre Casabonne, en charge de l'environnement et de la transition énergétique, explique les raisons pour lesquelles les élus ont signé un partenariat avec Voltalis. Un dispositif qui apporte une plus-value à un plan climat communautaire très ambitieux mené par cette communauté de communes depuis 2017 (48 communes, 33 000 habitants).

Pierre CASABONNE
Vice-président de la Communauté de Communes du Haut-Béarn



COMMENT S'EST DÉROULÉ LE CONTACT AVEC VOLTALIS ?

Ils ont fait la démarche vers nous. Il est rare que l'on vienne proposer des services gratuits à des élus ! Nous en avons saisi très vite l'intérêt. Le dispositif va se déployer dans les prochaines semaines. Les habitants ont besoin de la caution publique pour s'engager, ils ont tellement été échaudés avec des dispositifs de type isolation thermique des combles à 1 euro. Nous serons là pour leur expliquer que la proposition de Voltalis peut leur être très utile.

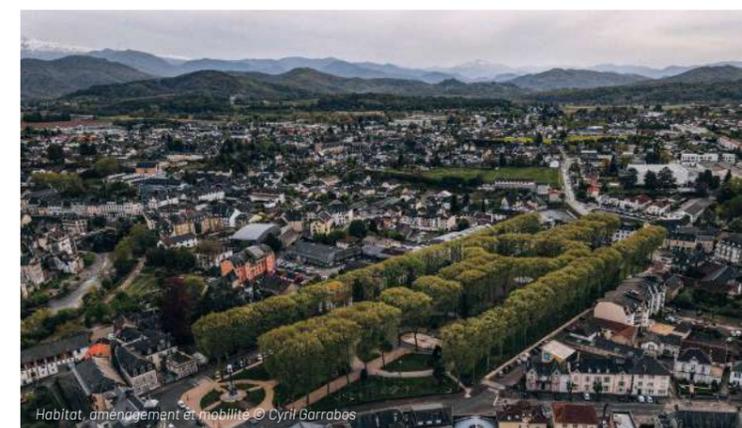
CE DISPOSITIF S'AJOUTE À UN PLAN CLIMAT QUI A TRÈS VITE TROUVÉ SON RYTHME DE CROISIÈRE...

En effet, nous sommes clairement dans l'action. Nous avons ainsi mis en place une plateforme de rénovation énergétique de l'habitat pour aider nos concitoyens à mieux s'isoler et à faire ainsi très vite des économies d'énergie, surtout dans le contexte actuel de hausse des prix. En prenant contact avec cette plateforme, ils ont toutes les réponses aux questions qu'ils se posent : démarches administratives pour obtenir des aides, fléchage vers des artisans sérieux, etc. Et ça marche bien puisqu'en l'espace de 5 ans, 350 rénovations ont été menées à bien. La grande difficulté aujourd'hui est de trouver des artisans disponibles.

D'AUTRES ACTIONS SONT MENÉES SUR LE TERRITOIRE...

Oui, particulièrement sur l'éclairage public. Beaucoup de communes, notamment au cœur de la crise Covid, ont décidé de couper l'électricité la nuit, en général de minuit à 6 heures du matin. Les deux tiers des 48 communs ont franchi le pas, avec les conséquences que je vous laisse deviner sur leur facture d'électricité. Par ailleurs, 450 interventions ont permis de changer en leds les anciennes ampoules, plus

consommatrices d'électricité, sur ces trois dernières années. Nous travaillons aussi sur les mobilités douces, avec un dispositif d'auto-stop qui doit trouver son opérationnalité sur le terrain, ou encore des prêts de vélos à assistance électrique sur Oloron-Saintes-Marie, notre ville centre, et les communes alentours. Enfin, nous allons être actionnaires, à hauteur de 20 000 euros, d'une SAS qui vient de voir le jour, Béarn Energie Citoyenne, dont l'objet est d'installer des panneaux photovoltaïques sur les toits de nos maisons. Voltalis rejoint donc cet écosystème et nous permet d'avancer vers un mieux-être environnemental. Cette solution entre en dynamique avec ce que nous faisons depuis des années.



Habitat, aménagement et mobilité © Cyril Garrabes

COLLECTIF

L'initiative « Rénovons ! » prône la rénovation, mais pas avec n'importe quelle stratégie : elle propose un scénario qui s'occupe en priorité des 6,7 millions de passoires énergétiques.



Danyel DUBREUI
Coordonateur Initiative Rénovons !

L'initiative Rénovons s'est lancée en 2016, à l'orée de l'élection présidentielle : « Avec un certain nombre d'acteurs, il nous semblait important de remettre sur le devant de la scène le sujet de la précarité énergétique, que ce soit pour ses effets climatiques ou sociaux. Elle explosait depuis le début des années 2010, et la question nous semblait sous-exposée et sous-traitée », raconte Danyel Dubreuil, coordinateur de l'Initiative Rénovons. Avec, pour eux, une solution principale, qui donne leur nom : la rénovation. C'est donc d'abord autour d'une cause que 80 associations (Fondation Abbé Pierre, Secours Catholique-Caritas France, Réseau Action Climat...), mais aussi quelques entreprises (Schneider Electric par exemple) se sont rassemblées autour d'un but : défendre leur vision du sujet, réagir aux évolutions en la matière... Et communiquer au plus grand nombre, décideurs comme acteurs du secteur.

L'urgence : Les Passoires

Dans le détail, le scénario que propose Rénovons part d'une observation : le manque d'efficacité des rénovations, pointé notamment par l'étude sur les Travaux de Rénovation Énergétique des Maisons Individuelles (TREMI) publiée par l'ADEME en 2018, qui estime en effet que 75% des travaux de rénovation en maisons individuelles ne leur ont pas permis de changer de classe énergie. L'initiative Rénovons propose donc un scénario alternatif, qui consiste à atteindre les objectifs 2050 (100% de bâtiments basse consommation) en

ciblant les 6,7 millions de passoires énergétiques (classées F ou G), par une rénovation en deux temps : une première série pour que toutes les passoires atteignent la classe D, puis une seconde phase pour atteindre le niveau bâtiment basse consommation (classé A).

Pour Danyel Dubreuil, les avancées récentes, et notamment le plan de relance économique qui consacre 7 millions d'euros à la rénovation des bâtiments sur deux ans, vont dans le bon sens. Mais il reste alerte : « Sur la nécessité de préciser l'action sur les passoires énergétiques et les ménages les plus modestes, nous sommes plutôt satisfaits. Mais sur la manière d'y parvenir, nos avis divergent ». Il détaille : « Aujourd'hui, le gouvernement essaye de ménager les intérêts des uns et des autres, et n'a pas une politique de rupture qu'il faudra, selon nous, avoir face à l'importance des enjeux et du volume à traiter ». L'initiative pointe notamment plusieurs écueils : un accompagnement humain à la rénovation encore trop réduit et qui reste inégal selon les territoires, une approche trop « prudente » qui ne pose pas d'objectif à atteindre, un encadrement normatif jugé faible... Face à l'ampleur de la tâche, l'Initiative Rénovons reste donc alerte : prochaine échéance, la transposition législative de la convention citoyenne pour le climat, où Rénovons compte bien soutenir l'inscription dans la loi d'obligations de rénovations.

CF



PURPLE

ALTERNATIVE SURFACE

URBANISER EN INTÉGRANT LE CYCLE D'EAU

REVÊTEMENT DE SOL PURPLE ALTERNATIVE SURFACE

Une structure de voirie éco-conçue permettant la préservation des ressources en eau tout en luttant contre l'artificialisation des sols, avec une gamme de produits fabriqués à partir de matériaux plastiques détournés de l'incinération et de l'enfouissement. Du déchet plastique aux dalles de revêtement, **PURPLE ALTERNATIVE SURFACE** répond à 2 problématiques actuelles, le gaspillage des ressources et l'impact environnemental.



ENVIRONNEMENT
& RECYCLAGE

« LE DÉCHET
NOTRE MATIÈRE
PREMIÈRE »



DÉSIMPERMÉABILISATION
ET RENATURATION DES SOLS

« PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU »



SMART
CITY

« LA DALLE CONNECTÉE
À SON
ENVIRONNEMENT »

LA FORMATION DES ACTEURS : UN ENJEU CLÉ



Bernard SAINCY
Président de l'association
STOP Exclusion Énergétique

QUELS SONT LES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

Ils sont nombreux et, sans faire une liste exhaustive, on peut citer les pouvoirs publics (services de l'État compétents et collectivités territoriales), les travailleurs sociaux, les artisans en charge des travaux de rénovations, les entreprises distributrices d'énergie, les bénévoles des associations. Et puis, il y a les familles en précarité énergétique qui, par leurs décisions et efforts, sont les acteurs principaux de leur propre sortie de la précarité énergétique. Tous ces acteurs ont besoin d'être informés et formés sur les dispositifs existants que ce soit les aides « curatives » disponibles (chèque énergie, fonds de solidarité logement des départements...) ou « préventives » (Ma Prime Rénov, Primeénergie...). Ces dispositifs sont nombreux et peuvent être combinés. Mais ils sont mal connus et trop souvent complexes ce qui en limite l'utilisation. C'est pourquoi la formation des acteurs/ accompagnateurs des familles est un enjeu clé pour éradiquer la précarité énergétique.

EN QUOI PEUVENT CONSISTER CES FORMATIONS ?

Cela dépend des acteurs. Prenons l'exemple des artisans. Les formations mises en place pour l'obtention de la certification RGE ont été une avancée certaine. Mais cela reste insuffisant pour deux raisons : d'une part parce que les formations dispensées ne vont pas jusqu'aux techniques les plus avancées comme la rénovation performante par étapes et d'autre part parce qu'elles n'abordent pas les questions sociales qui participent pourtant de l'accompagnement des familles. Les organisations professionnelles des artisans devraient, de mon point de vue, s'orienter vers ces formations « complètes » sans doute en s'inspirant d'expériences en cours comme, par exemple, les formations des artisans

réalisées par l'association Dorémi ou celles des Compagnons Bâtitisseurs sur l'auto-réhabilitation.

IL FAUT AUSSI DES FORMATIONS POUR LES AUTRES ACTEURS ?

Oui. Pour les entreprises distributrices d'énergie, il faut former à l'accompagnement des familles les correspondants solidarité (obligatoires depuis le décret de 2014) notamment au sein des nouvelles entreprises issues de la libéralisation du marché de l'énergie. Cela selon la démarche repérer/ conseiller/orienter. Comment repérer un client en précarité énergétique, comment le conseiller sur le consommer moins et mieux, sur l'adaptation de son contrat et de ses modalités de paiement, comment l'orienter vers les services sociaux et les conseillers du service public « FAIRE » pour les travaux de rénovation. Pour les travailleurs sociaux, il s'agit d'amplifier les formations sur les aides « curatives » (notamment dans les CCAS des communes) et de les former sur les aides « préventives » pour faciliter la rénovation des logements. Enfin, un effort important est nécessaire pour former les milliers de bénévoles des associations caritatives qui sont de véritables tiers de confiance pouvant accompagner les familles dans leurs projets comme l'a montré l'expérience du réseau ECO HABITAT en Hauts-de-France. Toutes ces formations pourraient être financées en créant des programmes notamment dans le cadre des Certificats d'Économie d'Énergie

A QUOI D'AUTRE FAUT-IL FORMER LES ACTEURS ?

A travailler ensemble. Chaque acteur a un rôle à jouer dans la lutte contre la précarité énergétique mais pour être efficace, il est indispensable de « jouer collectif » et déjà de connaître les rôles et compétences de chacun.

CF



LES COLLECTIVITÉS, BOUSSOLES DES HABITANTS

Propriétaires, bailleurs sociaux, architectes, artisans, énergéticiens, Etat, collectivités... La précarité énergétique est une question complexe qui concerne une multitude d'acteurs. Dans ce contexte, les collectivités jouent souvent le rôle d'intermédiaire de confiance, qui sensibilise, oriente et accompagne les habitants parmi les solutions existantes.



À la Maison de l'habitat durable de la Métropole européenne de Lille, des ateliers de sensibilisation aux questions de l'énergie sont régulièrement organisés.
© MEL - Alexandre Traisnel

Maprimerenov', programme SARE, conseillers FAIRE, aides des collectivités, crédits d'impôts, certificats d'économies d'énergie (CEE)... Les collectivités semblent s'accorder sur un point : pour avancer sur la précarité énergétique, ce n'est pas l'argent qui manque le plus. La principale difficulté, c'est plutôt que ces dispositifs soient identifiés et mobilisés par les habitants concernés. Et c'est là que, par leur connaissance et leur proximité avec le terrain, elles peuvent jouer le rôle de boussole. C'est en tout cas ce que pense Anne Voituriez, vice-présidente de la Métropole européenne de Lille en charge du Logement et de l'habitat, qui a lancé en 2018 le programme Amélio pour accompagner la population sur la précarité énergétique : « *Les mécanismes [d'aide] sont sophistiqués. Ça demande un travail de technicien, de spécialiste, et nous devons jouer l'interface pour les rendre accessibles à la population que nous souhaitons toucher* », estime-t-elle.

ENTRER DANS LE LOGEMENT DIFFUS

Pour ça, la première mission des collectivités est souvent d'identifier les populations concernées. Car « *on s'occupe beaucoup du logement social ou des copropriétés, mais les pavillons sont généralement très isolés* », constate Philippe Laurent, Maire de Sceaux, l'une des villes pilote du dispositif PREP (Parcours de Rénovation Énergétique Performante), qui vise en particulier ces pavillons. Même constat pour le Département de Seine-Saint-Denis, qui,

pour mieux connaître le terrain, a misé sur une stratégie deux en un : distribuer 80 000 kits d'économie d'eau (opération « EcEAUnome ») dans les foyers, expliquer leur fonctionnement... Et en profiter pour faire une enquête d'une trentaine de minutes pour « *avoir une vision concrète des problèmes énergétiques du département et de nos habitants* », explique Belaïde Bedreddine, vice-président du Département en charge de l'Écologie urbaine.

TIERS DE CONFIANCE

Ainsi, chacun se saisit de la précarité énergétique à son échelle. Car si les Départements sont plutôt fléchés comme chefs de file en la matière, la question est si vaste que chaque collectivité peut l'aborder sous l'angle qui la concerne : social, sanitaire, écologique, habitat... Ainsi, en Seine-Saint-Denis, on agit sur tous les fronts : sur les éco-gestes en finançant les kits ecEAUnome, sur la sensibilisation en formant assistants sociaux et enquêteurs, tout en lançant une alliance départementale sur la précarité énergétique. À Sceaux, le dispositif PREP, financé la Métropole du Grand Paris et l'Etat via la préfecture, est aussi animé par les équipes de la mairie. Pour Philippe Laurent, « *les collectivités locales ne sont pas directement actrices : c'est le propriétaire qui fait l'opération. Mais le mot « tiers de confiance » est adapté : il n'est plus seul face à celui qui donne des aides, à qui il emprunte, à qui il va demander de faire les travaux* », résume-t-il.

JULIE DESBIOLLES

ENSEMBLIERS SOLIDAIRES POUR PILOTER UNE RÉNOVATION COMPLÈTE ET PERFORMANTE

Sortir des familles de la grande précarité énergétique par la rénovation performante de leur habitation par un dispositif innovant, territorial et sectoriel, nécessite la création d'un nouveau métier « L'ensemblier solidaire » pour un accompagnement (social et technique) de « bout en bout » auprès d'une famille en situation de grande difficulté, de l'identification des besoins, jusqu'à la réalisation des travaux, en passant par le pilotage et la structuration du plan de financement.

Les Compagnons bâtisseurs, Dorémi et le Réseau Éco-Habitat se sont réunis au sein de l'Association STOP Exclusion énergétique pour créer ce métier d'Ensemblier solidaire. Une première phase s'est engagée dès juillet 2021 et va se dérouler sur 18 mois. Une vingtaine de professionnels vont compléter collectivement leurs champs de compétence tout en menant 25 chantiers chez des grands précaires. Cette expérimentation s'appuie sur le savoir-faire des pilotes, et les **compétences des membres de l'association STOP exclusion énergétique. Elle est financée par AG2R La Mondiale, l'ANAH, la Fondation Schneider Electric, la Fondation Valorem, Mirova, Leroy Merlin, des collectivités locales...**

L'objectif de l'expérimentation est de tester des modèles de mobilisation territoriale d'acteurs pour réduire la grande précarité en favorisant des programmes ambitieux de rénovation globale et performante. Elle se structure avec les artisans locaux (et auto-réhabilitation accompagnée lorsqu'elle se révèle pertinente), autour d'alliances qui impliquent les acteurs de la solidarité, des territoires et de l'économie, collectivités locales (communes, intercommunalités, départements, régions, ...), organisations professionnelles, professionnels du bâtiment, fournisseurs de matériaux et industriels, relais locaux vers les ménages et les entreprises locales (conseillers FAIRE, opérateurs ANAH, travailleurs sociaux, ...), grandes ONG caritatives et associations locales, citoyens engagés. Le projet expérimental « Ensembliers solidaires » a plusieurs objectifs complémentaires :

- Sensibiliser les acteurs de terrain (bénévoles, travailleurs sociaux, artisans) à l'accompagnement social et technique et au repérage des familles très modestes
- Former des « ensembliers solidaires » pour l'accompagnement de bout en bout des familles dans leurs travaux de rénovation.

Après une phase expérimentale, le déploiement à grande échelle du modèle de rénovation globale et performante de l'habitat des familles très modestes pourra être mis en oeuvre. Cette rénovation conduit à réaliser l'isolation des murs, de la toiture et (si possible) des sols, le remplacement des menuiseries extérieures, l'étanchéité à l'air, la mise en place d'un chauffage, d'une ventilation et d'une production d'eau chaude sanitaire performantes...

L'exigence et l'ambition sur un plan technique, s'accompagne bien sûr d'un accompagnement des changements des pratiques et des usages, pour améliorer le budget des ménages comme leur santé. Cette rénovation est réalisée en une seule opération de travaux. Seules les rénovations complètes et performantes permettent de sortir de façon pérenne les familles en difficulté de la précarité énergétique, en effondrant les factures de chauffage. La massification de la rénovation globale performante de l'habitat des personnes très modestes nécessite d'accompagner celles-ci de bout en bout de leur projet, par un tiers de confiance. Ce nouveau métier, qui sera à terme déclaré au registre national des métiers, doit être testé sur un échantillon représentatif de projets de rénovation. C'est l'objet du projet expérimental « ensembliers solidaires » proposé.

CF

Les bénéficiaires : Ils disposent de moins de 10 € par jour et par personnes pour subvenir à leurs besoins. Les familles cumulent bien souvent précarité financière, habitat très dégradé, santé, isolement... Le montant moyen des travaux pour atteindre une bonne performance énergétique est en moyenne de 50 000 €. Les familles ont besoin d'un accompagnement social et technique renforcé compte tenu de la complexité des dispositifs et de leur situation.



Pascal BERTEAUD
DG du Céréma

Agir efficacement pour le logement durable, pour des précaires, ou comment mobiliser tous les acteurs compétents dans des projets de territoires.

POUVEZ PRÉSENTER LE CÉRÉMA ET SON RÔLE DANS LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

Le CEREMA est un établissement public d'État, au service de la transition écologique et sociale qui opère partout en France. Notre établissement public d'État se revendique comme intégrateur des projets des territoires, doté d'un esprit de missions au service des ministères de la Transition écologique et de la cohésion des territoires. Notre priorité d'action repose notamment sur la résilience des territoires. Ce qui n'était au départ qu'un concept, se définit aujourd'hui comme concourant à une stratégie globale et un plan d'actions intégré pour anticiper les vulnérabilités présentes et futures. C'est une démarche d'anticipation aussi capable de réaction face aux urgences des grands enjeux sociaux et environnementaux. Dans ce cadre, la lutte contre la précarité énergétique constitue un enjeu important pour nous, surtout dans le contexte des conséquences économiques de la pandémie du Coronavirus. Aucun progrès social ne pourra se faire durablement, si nous ne sommes pas en capacité d'assurer de bonnes conditions de vie pour nos concitoyens, protectrices de la santé, donc l'accès à une énergie propre pour tous. L'habitat constitue une des pierres fondatrices d'une action intégrée, auprès des collectivités territoriales.

COMMENT AGISSEZ-VOUS ?

Nos 2500 agents concilient des visions d'aménagement multiples. Ce difficile exercice de prospective et de stratégie, doit conduire à bâtir un projet d'avenir qui fasse la balance entre d'une part, la perpétuation d'un modèle économique classique, et, d'autre part, un scénario de développement vraiment durable avec un développement de la nature et des hommes. Pour revenir au logement des précaires en France, la situation est réellement préoccupante. Face à ce constat, nous avons adhéré pleinement à la proposition de la Fondation des Transitions qui a initié en 2019 la démarche « STOP à l'exclusion énergétique », en collaboration avec 50

organisations des territoires, de la solidarité, de l'écologie et de l'économie... La rénovation énergétique constitue une priorité transversale du Plan de Relance et des futurs CPER, au service de la sécurité des territoires et de la transition écologique et solidaire. Nous adhérons à l'objectif proposé dans le scénario « Sortir 1 million de personnes par an de la précarité énergétique », qui vise à faire converger des initiatives innovantes et à en expérimenter de nouvelles approches autour de cet objectif atteignable, si on agit ensemble et avec méthode. Le CEREMA se propose d'être « le tiers de confiance » de l'Etat, et d'apporter ses compétences expertes dans les domaines du bâtiment et de la mobilité pour une mise en oeuvre coordonnée et maîtrisée de ce programme.

UNE DE VOS CONTRIBUTIONS EST L'OUTIL ÉQUITER ?

Il s'agit d'améliorer l'efficacité des outils de lutte contre l'exclusion énergétique avec des modèles numériques. Grâce au croisement des milliards de données publiques, il est possible de caractériser finement le mode de vie de tout type de sociologie humaines ; et ainsi permettre d'identifier les différentes situations de précarité dues au logement en lien direct avec la mobilité contrainte. Pour cela, il est proposé d'utiliser les technologies actuelles du big data et de l'Intelligence Artificielle à travers des modèles numériques prédictifs, pour mutualiser des informations, proposer des solutions innovantes, performantes et durables pour produire des économies d'échelle ; grâce en particulier à des achats groupés et la conduite de mesures rassemblées par grandes catégories de situations rencontrées en France. Le Cerema et Énergies Demain (et d'autres organisations qui vont nous rejoindre) sont déjà en train de développer cet outil qui rendra plus efficace la décision publique et les investissements sur la lutte contre la précarité énergétique.

CF



NOUS CULTIVONS DES SOLUTIONS

16-18 NOVEMBRE 2021
PARIS - PORTE DE VERSAILLES

salon
des maires
et des collectivités locales

LE RÔLE CLÉ DES BÉNÉVOLES

Rencontre avec Véronique Fayet, ancienne présidente du Secours catholique . Les grandes associations de la solidarité ont un rôle prépondérant d'identification et aussi pour aider ceux qui sont en difficultés à accéder à leurs droits. Elles s'appuient sur le bénévolat, ils sont plus de 67 000 au Secours catholique à travailler chaque jour avec ceux qui sont le plus en difficulté. C'est un enjeu important, la précarité énergétique a besoin d'une grande mobilisation, ce qui pose bien sûr aussi la question des compétences.

Véronique FAYET
Secours Catholique



POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER VOTRE PARCOURS ?

Après avoir été dans ma jeunesse, militante au sein d'ATD Quart Monde, j'ai été pendant 25 ans élue à la ville de Bordeaux dont 12 ans comme Vice-Présidente de la Communauté urbaine, en charge du logement. J'étais en particulier Présidente de la commission des aides de l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) pour la rénovation énergétique des habitations. Depuis juin 2014, je suis devenue Présidente du Secours Catholique-Caritas France.

QUELLE EST VOTRE ACTION AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

Le Secours Catholique aide, chaque année, 1,4 M de personnes en difficulté, avec des impayés de toute sorte, dont 300 000 sont en précarité énergétique. C'est notre 2ème poste d'aide, après l'alimentaire. Nous accompagnons également ces familles en précarité énergétique en les aidant sur l'analyse de leurs factures, l'étalement de leur dette, en évitant les coupures d'énergie. Mais tout cette aide, non-récurrente, ne résout que les problèmes urgents, à court terme. Nous avons donc lancé, dans le cadre de notre programme « Habiter mieux », l'association réseau Éco-Habitat, créée par Franck Billeau, un de nos anciens salariés, pour aider les familles défavorisées à réaliser les travaux de rénovation nécessaires : une approche globale combinant des bénévoles qui deviennent le référent de confiance de ces familles, des salariés pour les dossiers de subventions et des artisans locaux. Ce dispositif innovant a donné lieu à une convention signée entre le Secours Catholique, et l'Agence Nationale de l'Habitat pour faciliter le développement de Réseau Éco-Habitat grâce à un Contrat à Impact Social. Nous espérons ainsi mobiliser plus largement nos équipes de bénévoles pour permettre aux familles en situation de précarité, non seulement d'accéder à leur droit mais également de démontrer qu'il

est tout à fait possible faire de la rénovation énergétique, un véritable levier de justice sociale, environnementale, et économique.

QUE SOUHAITERIEZ-VOUS METTRE EN PLACE POUR DÉVELOPPER CETTE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

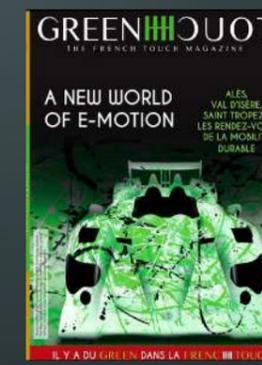
Nous plaçons pour que le chèque énergie atteigne au moins 600 euros. Son montant actuel de 200 euros même s'il a été étendu à 5,6 millions de ménages (au lieu de 3,6) reste largement insuffisant. La facture moyenne des ménages en précarité énergétique s'élève à 1300 euros par an ! Il faudrait une aide au chauffage dans les mêmes proportions que les APL qui couvrent 30 à 40 % des loyers des personnes à faible revenu. Nous militons également pour une obligation faite aux propriétaires afin qu'il ne soit plus permis de louer des passoires « thermiques » : le parc locatif représente une grande partie des 7,5 millions de passoires thermiques recensées car les bailleurs ne veulent pas dépenser de l'argent pour une rénovation dont ils ne vont pas percevoir immédiatement les bénéfices. Nous préconisons aussi la mise en place d'un guichet unique pour les aides, afin de simplifier les procédures et pour une diminution du « reste à charge », en particulier pour les familles les plus précaires.

CF

LAISSEZ VOUS GAGNER PAR L'EXCELLENCE

GRK MEDIA GROUPE

AGENCE DE COMMUNICATION – ÉDITEUR MÉDIA PRINT & DIGITAL



www.grkmediagroupe.com

GRK MEDIA GROUPE : LA VISION DU MONDE DE DEMAIN
PARTENAIRE DE 100 ÉVÉNEMENTS CHAQUE ANNÉE

FRENCH TOUCH MAGAZINE- ARTABAZOS- GREEN TOUCH ENERGY –
HYDROGENIUM- GREEN TOUCH EVENT- EUROPE PARLEMENTAIRE –
GREEN TOUCH MOBILITY- FRENCH TOUCH MICE- PARIS FINEST

TEL : +33 (0)1 43 70 59 10 - +33 6 14 67 38 60
CONTACT@GRKMEDIAGROUPE.COM

« NOUS SOMMES PRETS POUR LA MASSIFICATION DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE »

Présentez-nous en quelques lignes l'AIMCC (Association française des industries des produits de construction) et le Comité Stratégique de filière Industries pour la Construction (CSF-IPC), dont vous êtes le délégué général.



Hugues VERITÉ
Délégué général
de l'AIMCC et du CSF-IPC

L'AIMCC a été désignée comme étant l'animatrice du CSF IPC, une des nouvelles filières stratégiques approuvées lors de la refonte du CNI (Conseil national de la construction) engagée en 2017. Elle est ainsi la 16ème filière stratégique avec comme membres fondateurs AIMCC, EGF BTP, Routes de France et Syntec ingénierie. Cette filière est atypique car elle représente un poids significatif dans le PIB (plus de 10 %), tout en ayant une largeur et profondeur permettant de répondre aux enjeux sociaux, environnementaux et énergétiques. Le lien entre l'AIMCC et le CSF IPC est un lien matériel qui se concrétise par un contrat conclu entre l'AIMCC pour le compte des porteurs de projets structurants et les trois ministères de l'Economie, de l'Ecologie et du Logement.

LES INDUSTRIELS SE SENTENT-ILS CONCERNÉS PAR LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ? COMMENT S'ENGAGENT-ILS ?

Les industriels sont directement investis dans la lutte contre la précarité énergétique pour avoir fait du projet PREP (parcours rénovation énergétique performante) un des axes structurants essentiels du CSF IPC, porté par l'Association des Maires de France, et qui déploie PREP dans la métropole du Grand Paris et désormais dans plusieurs régions, comme le Grand Est, représentante de l'association des Régions de France (ARF) au sein du CSF IPC. PREP est un outil d'intérêt général au service des collectivités territoriales. Il permet à chaque consommateur volontaire de bénéficier d'une offre de rénovation niveau BBC avec toutes les garanties grâce à l'accompagnement du de la mairie (tiers de confiance

politique) et des tiers de confiance technique et financier, en retenant « PREP 100 % financé, PREP 100% aidé » dans le cadre de la refonte des aides d'Etat en cours. La conviction des industriels repose aussi sur les constats des différentes expérimentations nombreuses et variées pour enclencher la massification de la rénovation énergétique, et l'un d'entre eux est de fournir une garantie de couverture des éventuelles défaillances de créances.

LA CRÉATION DE FILIÈRES DE MATÉRIAUX BIO-SOURCÉS EST-ELLE ENVISAGEABLE EN FRANCE ? QU'EST-CE QUI BLOQUE ?

Elles existent déjà. Si la question autour de la notion de filière, c'est d'avoir une approche industrielle avec une logique d'offre et de demande, d'amont vers l'aval intégrés, cela relève des acteurs économiques de se caler sur des objectifs macroéconomiques que l'Etat pourrait venir fixer sur les enjeux en termes de balance du commerce extérieur, et sans oublier l'angle sécurité des biens et des personnes qui va être de plus en plus sensible avec le volet sanitaire.

DISPOSE-T-ON DE SUFFISAMMENT D'ARTISANS ET OUVRIERS QUALIFIÉS EN FRANCE POUR RÉPONDRE À CE DÉFI ?

Le défi du Plan de relance sur son axe « rénovation énergétique » est ambitieux tant en termes quantitatifs et qualitatifs, son succès reposera sur la mobilisation de l'ensemble des compétences et ressources disponibles. Nous travaillons actuellement avec les pouvoirs publics pour enclencher un maximum de parties prenantes et dédié à la rénovation énergétique. En effet, c'est l'enjeu prioritaire pour transformer ce pari économique et écologique, et toutes les forces seront les bienvenues, et dans le cadre du Conseil National de l'Industrie, un enjeu de mobilité intra filières d'ores et déjà identifié.

STÉPHANE MENU

em euromaritime

LE SALON EUROMÉDITERRANÉEN DE LA CROISSANCE BLEUE

www.euromaritime.fr

INSCRIVEZ-VOUS

1-2-3 FÉVRIER

2022

MARSEILLE

organisé par **le marin** **ouest france** **GICAN** **SOGENA** avec le soutien du **Cluster Maritime Français**

« LA QUALITÉ DE L'AIR EST UNE PRIORITÉ »

Claire PITOLLAT
Députée de Marseille



ENERGÉTIQUE ET SANITAIRE SONT DÉSORMAIS ASSOCIÉS, NOTAMMENT DANS LES PROBLÉMATIQUES DE PRÉCARITÉ ET D'EXCLUSION, QUE CELA CHANGE-T-IL CONCRÈTEMENT ?

Cela relevait de l'évidence avant la Covid-19, notamment du fait qu'une rénovation thermique au détriment de la santé des occupants serait un désastre, tant pour leurs organismes que pour les structures du bâti. Dans le monde qu'il nous incombe aujourd'hui il est urgent de réinventer, associer énergétique et sanitaire : c'est à mon sens la seule charnière permettant la synergie de l'économie et l'environnement au sens large. Pour les plus précaires, la période de confinement va se traduire par une explosion du nombre de familles en situation difficile. Au niveau sanitaire, l'air respiré 23h par jour à l'intérieur se traduira pas un coût élevé. S'engager dans une démarche résolutement sociale-démocrate passe par mettre la santé au coeur de nos réflexions. Nous étions déjà sur cette voie, Edouard Philippe avait dans son discours de politique générale d'avril 2019 mis la qualité de l'air, la sécurité et l'emploi en priorités de l'acte 2 du quinquennat, ou encore le Pacte vert européen qui cherche aujourd'hui à se coupler au plan de relance de 750 Mrds d'euros débloqués par l'UE.

POURQUOI AVOIR CRÉÉ LE GROUPE D'ÉTUDES : AIR ET SANTÉ : IMPACT SUR LA SANTÉ DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

D'abord les chiffres que nous avons depuis des années sous les yeux : plus de 100 Mrds d'euros de coûts et 67 000 décès liés à la pollution de l'air par an en France. Ensuite la confusion générale sur ce sujet qui l'inclue dans l'environnement, le développement durable ou la RSE, quel que soit le bord politique. Le consensus de devoir agir urgemment pour un futur souhaitable s'imposait déjà en 2018. Il fallait donc engager le véhicule portant cette vision à l'Assemblée. J'irais jusqu'à dire qu'il fallait impérativement pouvoir envisager la transformation de manière concrète alors que le climat est un sujet fugace et lointain, qui se concentre sur les émissions de CO2 et qui peut mener à des aberrations sanitaires. Le sujet de la qualité de l'air lui, peut-être plus facilement saisi par les citoyens et permet de mobiliser. L'objectif du Groupe d'études « Air et Santé » est de faire de l'air le poumon de toute politique

publique et l'infrastructure qu'il nous faut bâtir ensemble. Cela consiste à impulser un réflexe « Air » dans le processus législatif et simplifier nos normes pour revenir à l'essentiel de nos besoins, à savoir ce que l'on respire.

QUEL HORIZON POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ?

Les mutations sociétales, économiques, environnementales et sanitaires à l'oeuvre sont une opportunité collective de définir un projet plus juste et plus performant garantissant les valeurs françaises et européennes. « Leave no one behind » était un des slogans-chocs du Green Deal, nous avons l'opportunité de faire de la lutte contre la précarité énergétique et sanitaire un des piliers de l'Europe d'après. Il est essentiel d'accélérer les réflexions et les actions en lien avec la précarité énergétique et sanitaire : mieux respirer, mieux se chauffer, se soigner, s'alimenter et se déplacer doivent être les promesses concrètes à tenir. Dans son interview du Financial Times, le Président de la République indique le mois de mai comme le terme autour duquel la vision individuelle et collective se forgera : la respirabilité. Il a ensuite réaffirmé début juin 2020 la place centrale de l'écologie dans la reconstruction de notre économie et la coconstruction de bases sociétales nouvelles. L'Europe de la justice sociale, de la préservation de la santé, de la protection de l'environnement et de la prospérité économique est bien plus tangible pour les peuples qui la composent. Une chance pour chacun.e d'entre nous.

De formation SUPAERO, Claire Pitollat, née en 1979 à Marseille, occupe pendant 15 ans plusieurs postes d'ingénieure à responsabilités dans le domaine de l'énergie jusqu'en 2017 où le projet d'Emmanuel Macron la fait s'engager en politique. Elle remporte la 2e circonscription des Bouches-du-Rhône et intègre la commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale. Dans le Groupe majoritaire, elle occupe plusieurs responsabilités comme vice-présidente et devient membre fondateur du Collectif Social Démocrate en prônant un retour aux fondamentaux sociaux et sanitaires, se révélant la voie à suivre dans ce monde d'après.

CF

SANTÉ ET PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Alors que finit le second confinement et que l'hiver est proche la question de la précarité énergétique est une fois de plus à l'ordre du jour. Les chiffres commencent à être connus.



Marc SALOMON
Expert Prévention & Santé
Fondateur de « Impact Health Care »
Médecin praticien

Les symptômes ou pathologies dont la fréquence augmente de manière significative chez les adultes en situation de précarité énergétique sont bien identifiées :

- De symptômes à prédominance respiratoire : rhinorrhées (nez qui coule) sifflements respiratoires, ou maux de têtes.
- Des pathologies aiguës (souvent hivernales) tels que : rhumes et angines, bronchites aiguës ou grippe, mais aussi diarrhées.
- Des pathologies chroniques plus fréquentes :
 - Bronchite chronique, asthme avec des crises plus fréquentes et gravas ou migraines au premier plan.
 - Réactions allergiques : maux de gorge, conjonctivite, rhinite allergique,
 - Mais aussi des manifestations ostéo-articulaires, neurologiques même semble-t-il hypertension artérielle.
- Des symptômes dépressifs ou anxieux en rapport avec un isolement lié à une situation sociale également précaire
- Des risques d'accidents enfin liés à des comportements à risques : utilisation des méthodes alternatives de chauffage peu sécurisés, une obturation des aérations pour palier le froid. Une dextérité moins précise au froid peut aussi être la source d'accidents domestiques.

La vulnérabilité : Les personnes âgées qui sont plus vulnérables avec les mécanismes de défense immunitaire plus faibles et un temps passé dans leur logement plus important sont particulièrement exposées. Les enfants également plus vulnérables, vivant dans des logements froids sont plus exposés à des problèmes de santé mentale (dépression et anxiété) et de connaître un ralentissement de croissance.

Une humidité trop importante dans le logement, la présence de moisissures, une température intérieure trop faible, une mauvaise qualité de l'étanchéité avec une ventilation inadéquate seraient les principales causes responsables de ces problèmes de santé. Les conditions de vie, dans des

logements sur-occupés ou insalubres chez des personnes en situation de précarité sociale et économique les ont conduits à être plus exposés à la pandémie de COVID 19 : dans le département de Seine Saint-Denis, le plus pauvre de France, plus de 27% des habitants vivant sous le seuil de pauvreté, le taux de formes graves de Covid-19 nécessitant une hospitalisation en réanimation a été parmi les plus élevés.

Comment anticiper et détecter plus précocement ces personnes à risque. Au-delà des évaluations classiques mais pas assez fréquentes des logements, de l'identification précoce de ces personnes présentant des problèmes de santé, deux indicateurs permettent d'identifier plus tôt celles qui sont vulnérables :

- Celui du ressenti du froid qui donne une information fiable sur l'inconfort thermique.
- Celui de la « santé perçue » voire comparée aux personnes du même âge qui est une information, utilisée dans d'autres secteurs de la santé et reflétant de manière fiable l'état de santé.

Le coût estimé : plusieurs études ont montré que l'impact d'un logement sur le système de santé serait de plus de 700 millions d'euros de dépenses de santé annuelles en sachant qu'1 euro investi dans la rénovation énergétique générerait 1,06 euros d'économies. Toute action sur ce sujet participera au passage nécessaire de l'Univers de la Maladie à l'Univers de la Santé, prenant en charge tous les déterminants de santé en regard de la phrase de Paul Ricoeur : « la maladie est privée, la santé est publique ».

Plus de 20 ans d'expériences acquises en grands comptes. Docteur en médecine, Interne des Hôpitaux de Marseille, spécialiste en maladies cardio-vasculaires et en médecine préventive. Diplôme de Médecine tropicale. Intervient auprès de différents Think Tank : Institut Montaigne, Cercle des décideurs en santé numérique et conseille des hommes politiques en responsabilité...

- <http://www.academie-medecine.fr/wp-content/uploads/20.6.21/06/2020-Covid-et-Précarité.pdf>
- https://onpe.org/sites/default/files/onpe_fiche_sante_v3.pdf
- <https://www.ors-idf.org/nos-travaux/publications/precariteenergetique-et-sante.html>
- <https://www.precarite-energie.org/wp-content/uploads/07/2019/guide-labo-pie-sante40-2018-p.pdf>

EMBARQUER LES ARTISANS DANS LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE... AVEC LES BONS OUTILS !

Pour ceux qui pilotent des travaux de rénovation énergétique, un frein est régulièrement évoqué : le manque d'artisans compétents sur la rénovation énergétique globale. C'est sur cette question qu'est engagée Dorémi, entreprise de l'économie sociale et solidaire qui prône des rénovations « complètes et performantes », et qui travaille entre autres à former les artisans.



Pour Julie Lambert, responsable communication à Dorémi (abréviation de Dispositif opérationnel de rénovation énergétique des maisons individuelles), plusieurs facteurs peuvent expliquer le manque d'artisans. D'abord et tout simplement, leur manque de temps pour se former. Mais elle évoque aussi la lourdeur administrative et le temps de paiement souvent excessif lié aux dispositifs d'aide à la rénovation énergétique mobilisés, le label RGE qui ne donne pas une formation pointue (voir encadré)... Autant de facteurs qui peuvent « freiner les artisans à se lancer dans la rénovation énergétique », estime-t-elle. Cependant, elle le souligne : ces freins ne sont pas réhibitoires. « Les artisans qui ont envie de donner du sens à leur métier et qui veulent promouvoir un travail de qualité, ils les surpassent, car ils savent que c'est le marché de demain, ils ont aussi envie d'être pionniers », constate-t-elle. Et pour elle, l'un des attraits que peut exercer le secteur de la rénovation énergétique complète et performante telle que pratiquée par Dorémi, c'est non seulement une montée en compétence sur la qualité et l'efficacité des travaux effectués, mais aussi une méthode de travail collective avec d'autres corps de métiers.

de travailler avec les commanditaires sur les dossiers d'aides pour les accélérer, mais aussi du côté des financeurs, en faisant remonter ces difficultés. Mais elle propose surtout aux artisans motivés une formation de neuf jours, généralement prise en charge par leur organisme de formation, dont sept sur chantier, allant du devis à la réalisation des travaux. Pour elle, c'est ce qui fait la différence : « On sait que les artisans ont des carnets de commande pleins, et c'est l'une des raisons pour lesquelles ils ne vont pas en formation. L'idée de la formation sur chantier, c'est de ne pas empiéter sur leur travail au quotidien, tout en leur apprenant une méthodologie qui leur ouvre un nouveau marché », explique-t-elle. Ainsi, si le manque d'artisans est réel et lié à de multiples facteurs, il est aussi résoluble avec des moyens appropriés... Et en 2021, de nouveaux artisans compétents devraient arriver sur les chantiers, puisque Dorémi s'est engagée, avec le programme Facilareno du ministère de la transition écologique, à former 250 groupements d'artisans.

JULIE DESBIOLLES

250 GROUPEMENTS D'ARTISANS FORMÉS EN 2021

Face à ce qui peut rebuter les artisans, Dorémi tente d'apporter des réponses. Côté administratif, l'entreprise essaie

Le Label RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) : un label controversé. Instauré en 2011, le label RGE est délivré par l'Etat, et certifie que l'artisan est compétent sur les travaux de rénovation énergétique. Côté propriétaires, embaucher des artisans labellisés conditionne l'obtention de la plupart des aides. Côté artisans, il est controversé, car vu comme trop cher et trop complexe.

STOP À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

Ambassadrice Emmanuelle Béart

JOURNÉE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE 10 NOV 2021

TROPHÉE 2021 PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ET SANITAIRE

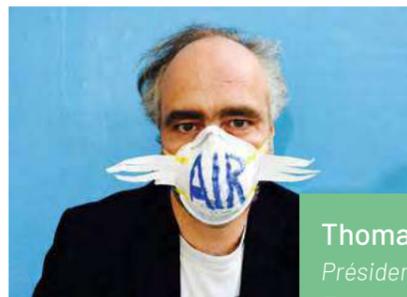


Solutions : "Identification et accompagnement"
"Technologies et numérique" **"Formation/compétence"**
"Financement" **"Opérateur"** **"Dispositif territorial"**

www.lab-stopexclusionenergetique.org



LA RESPIRABILITE AU COEUR DU NOUVEAU MODELE



Thomas KERTING
Président Les Respirations
Fondateur Airpublica

LA RENOVATION ENERGETIQUE PASSE PAR L'AIR POTABLE

La crise du coronavirus a accéléré la volonté politique d'améliorer l'efficacité thermique en dotant le plan de relance de moyens exceptionnels avec près de 7 milliards d'euros dédiés au bâtiment. Pour que cette rénovation soit globale il est impérieux d'y associer la dimension sanitaire. Cela passe par la qualité de l'air, de la formation aux solutions. Plus largement il s'agit bien d'un nouveau modèle dont un des indicateurs de performance majeurs sera la potabilité de l'air. Au même titre qu'on choisira un lieu où s'installer pour des raisons de sécurité, d'éducation, de transports, d'activité économique, on choisira où bien respirer. La rentrée scolaire 2020 a vu se multiplier les annonces d'installation de purificateurs d'air dans les écoles ou de capteurs air en plus des capteurs bruit dans les métropoles. L'absence de réglementation claire sur ces sujets pénalise l'essor de solutions déjà à même d'être standardisées.

QUALIFIER URGEMMENT LES EQUIPEMENTS

Envisager la mise en oeuvre de politiques publiques et privées de gestion de la qualité de l'air revient à disposer de données fiables et reconnues. Des avancées ont été réalisées dans le domaine de la métrologie (notamment les microcapteurs), c'est moins le cas pour les technologies d'épuration, afin de disposer d'une qualification suffisamment robuste pour déployer massivement ces solutions. Cela reste néanmoins insuffisant. En termes d'expertise, la France dispose d'excellentes ingénieries publique (LCSQA - Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air) et privée (FIMEA - Fédération interprofessionnelle des métiers de l'environnement atmosphérique) à même d'accompagner les acteurs dans les territoires mais également à l'international. Comme sur l'eau, l'énergie et les déchets, la filière de l'air française (européenne ?) sera gage de transformation au service de la santé, de l'économie et de rassemblement.

LUTTER CONTRE L'EXCLUSION DE MANIÈRE EFFICIENTE

La précarité est un facteur aggravant de pathologies liées à la pollution intérieure de leur logement et de la pollution qui entoure ces bâtiments. Dès lors que la priorité devient la rénovation globale est à la fois énergétique et sanitaire, nous serons en mesure de construire cette nouvelle infrastructure qu'est la 'respirabilité' de nos territoires. Le coup de coeur des trophées Stop Exclusion 2021 pour le projet AirActeurs soutenus par de grandes organisations (Cerema, Compagnons du Devoir, Synasav, etc.) est un excellent signal. Il est évident que les mutations auxquelles nous assistons engendreront de nouveaux métiers, comme ceux de l'air.

AIR POUR TOUS, TOUS POUR AIR !

La France a les atouts pour faire de l'obstacle Covid-19 une opportunité de transformation sociale, environnementale et économique. L'air peut rassembler au niveau européen en traduisant le Green Deal en quotidien positif pour les peuples de l'Union. Il sera sans nul doute au coeur de la bataille présidentielle de 2022.

BIOGRAPHIE

Thomas Kerting milite pour que chacun se saisisse de l'air et que collectivement nous construisions cette nouvelle infrastructure, en inspirant de nouveaux modèles d'affaires et en consacrant du temps à éduquer la nouvelle génération. Il préside l'événement Les Respirations, une conférence qui tend à sensibiliser et alerter l'opinion publique sur les enjeux mondiaux liés à la pollution de l'air et à proposer des solutions résolument concrètes. En 2015, l'édition « Métropoles du monde : la course à l'air pur » est le seul dispositif air labellisé COP21. La même année, il cosigne La Bataille de l'Air, un livre qui fait le point sur les analyses, les faits, les expériences, les futurs possibles d'un défi écologique et économique de notre nouveau siècle. Thomas Kerting conseille des collectivités et entreprises pour accompagner leur stratégie de transformation au regard de la qualité de l'air. En 2017, au cri de ralliement « Air Pour Tous, Tous Pour Air ! », il lance AIRPUBLICA, l'interdisciplinaire de la société civile de la qualité de l'air en France et participe avec les réseaux de référence à l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques publiques et privées. Cette démarche aboutit notamment en 2019 la création d'un groupe d'études « Air et Santé » à l'Assemblée nationale. En 2020, Thomas Kerting conseille des organisations publiques, privées et associatives afin d'accélérer la transformation du nouveau modèle autour de la notion de respirabilité.

Le rendez-vous
européen pour réussir
la transition énergétique
de nos territoires



ASSISES EUROPÉENNES
DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE®

23^e édition

GRAND GENÈVE

| GENÈVE PALEXPO | 1^{ER} AU 3 FÉVRIER | 2022 |

MOINS POUR PLUS !

MOINS de pollution, de CO₂, de ressources consommées
PLUS de renouvelable, de local et de qualité de vie

VENEZ ÉCHANGER, DÉBATTRE ET PARTAGER VOS EXPÉRIENCES

+ 15 PLÉNIÈRES
+ 100 ATELIERS
DES VISITES DE TERRAIN

UN CARREFOUR
DES MÉTIERS
POUR LA JEUNESSE

TEMPS CONVIVIAUX
DÉDIÉS AUX ÉCHANGES
ET AU RÉSEAUTAGE

assises-energie.net

Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-ITALO-GENÈVOISE

BORDEAUX
MÉTROPOLE

Dunkerque
Grand Littoral
ÉCONOMIQUE ET INNOVATION

ADEME
AGENCE NATIONALE
DE LA MAÎTRISE ÉNERGÉTIQUE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AUTO-RÉHABILITATION ACCOMPAGNÉE CHEZ LES PRÉCAIRES AVEC LES COMPAGNONS BÂTISSEURS



Le cœur de l'action des Compagnons Bâtitseurs est l'Auto Réhabilitation Accompagnée. Il s'agit d'une action auprès des habitants à titre individuel, le chantier, mais également dans un cadre collectif, entraide, ateliers de quartier, etc. C'est une démarche conjointe et librement consentie entre l'occupant d'un logement et un accompagnateur, dans lequel le ménage engage des travaux qu'il a définis avec l'assistance de l'accompagnateur et dont il réalise lui-même une partie, en fonction de ses capacités et de la contribution apportée par des proches, des bénévoles et l'accompagnateur lui-même, le ménage passant commande à des professionnels du bâtiment pour la partie de travaux qui ne sont pas réalisables en auto réhabilitation accompagnée.

Pour les Compagnons Bâtitseurs, sur un chantier, l'habitant, qu'il soit locataire ou propriétaire occupant, n'est pas « un assisté ». Il dirige son propre projet d'embellissement ou de réparation de son logement, avec l'accompagnement d'un professionnel du bâtiment-salarié de l'une de nos associations, de jeunes volontaires du Service Civique et de bénévoles.

Au démarrage du chantier, l'habitant est souvent convaincu qu'il n'est « pas capable » ; à la fin du chantier, après l'apprentissage des gestes techniques mais aussi le réapprentissage des relations avec les autres. L'habitant a retrouvé une bonne part de la capacité d'agir dont tout être humain dispose. Il a aussi retrouvé le sens de la citoyenneté, grâce à la communication rétablie avec son entourage ; il a retrouvé le plaisir d'habiter dans un voisinage convivial (et non pas

seulement celui de vivre dans un logement rénové). Cette mise en mouvement a souvent un effet sur le parcours social et professionnel de ces personnes.

Mais les chantiers à l'intérieur des logements ne sont qu'une partie de la démarche ARA qui s'appuie sur 4 briques autour d'un lieu physique identifié au cœur du territoire (urbain ou rural) : l'atelier de quartier. Les chantiers sont menés en co-réalisation avec les habitants, et avec une aide externe (voisin, famille proche, bénévoles). Les animations collectives rassemblent des habitants, autour d'une thématique de travaux / bricolage, parfois sélectionnée selon leurs demandes : elles peuvent être un lieu de repérage et de mobilisation d'habitants en vue de travaux à venir, mais aussi d'entretien de la dynamique de lien social et de recherche de l'autonomie technique progressive. Le dépannage pédagogique répond à un besoin immédiat d'un habitant. Il peut faire l'objet d'une explication pédagogique dans les locaux de l'atelier ou dans le logement, et peut être l'élément déclenchant l'inscription de l'habitant dans la dynamique ARA. L'outilthèque est mise à disposition des ménages autonomes pour réaliser des travaux. Les habitants accèdent aux outils suite aux premiers travaux. Des conseils techniques sont préconisés en amont des prêts pour veiller à la sécurité des personnes et à la nature des travaux envisagés.

En 2020, les Compagnons Bâtitseurs ont effectué 4500 interventions dans les logements et réalisés 1400 chantiers d'ARA. Ces actions ont bénéficié à 3500 ménages, avec la participation de 300 salariés, 250 volontaires et 1100 bénévoles. Les Compagnons Bâtitseurs ont été lauréat régional des Trophées STOP Exclusion énergétique 2020.

CF

HORIZONS HYDROGENE 2021

CONGRÈS & CONFÉRENCES

29 30 novembre
2021

PULLMAN PARIS CENTRE BERCY

SAVE THE DATE

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS HYDROGÈNE B2B, CONTENU & STRATÉGIE

2 jours de congrès

30 partenaires acteurs clés du marché

500 professionnels et décideurs attendus sur 2 jours

1 conférence stratégique avec plus de 10 retours de projets français et internationaux

Plus de 50 Top speakers

4 espaces en parallèle : Salle Marché : projets, études, retours d'expérience • Salle R&D : technos & démos • Salle ateliers - formation • Espace networking

48h de débats et d'échanges à haute valeur ajoutée pour un panorama complet des solutions hydrogène.

PLUS D'INFORMATIONS SUR www.horizons-hydrogene.com

RESEAU DES ACTEURS DE LA PAUVRETE ET DE LA PRECARITE ENERGETIQUE DANS LE LOGEMENT

Quand les professionnels sonnent l'appel...

GUIDE

QUELS DISPOSITIFS POUR ACCOMPAGNER LES MÉNAGES EN PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?



« C'est un réseau dont la force se situe dans sa structuration informelle », indique Marie Moisan, responsable de projets précarité énergétique au CLER (Réseau pour la transition énergétique) et porte-voix avec Claire Bailly de Rappel (Réseau des acteurs de la pauvreté et de la précarité énergétique dans le logement). Ce dernier réunit les acteurs d'horizons divers engagés dans la lutte contre la précarité énergétique dans le logement et donc l'objectif est d'apporter des solutions préventives et curatives durables aux ménages qui y sont confrontés.

DIFFUSER LES BONNES PRATIQUES

Créé par le CLER et l'association BCE en 2007, sous l'impulsion de l'Ademe, Rappel permet à ses 1 000 adhérents de partager l'information disponible, de mutualiser les diverses

expériences menées dans les territoires, et de diffuser les bonnes pratiques à l'échelle nationale (services locaux d'intervention pour la maîtrise de l'énergie, animation de fonds sociaux d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie, actions locales d'amélioration énergétique des logements des personnes défavorisées, opérations de sensibilisation ou de formation).

DE L'ANIMATEUR SOCIAL AU CHEF DE CHANTIER

« L'objectif de Rappel est de mêler les points de vue, publics et privés. Entre les travailleurs sociaux et les entreprises qui interviennent pour effectuer les travaux, entre les agents publics et les représentants des fédérations professionnelles, les intérêts peuvent parfois être divergents. L'objectif n'est donc pas de prendre une position politique mais de faire en sorte que la diversité des intervenants trouve un endroit où se parler, sans arrière-pensée », précise Marie Moisan. Le profil des 1 000 adhérents est « assez varié ». Chercheurs, entrepreneurs, agents, correspondants solidarité d'Engie

ou d'Edf, etc. Sur une plateforme, les adhérents échangent : existe-t-il un financement public pour le remplacement de frigos énergivores ? Quelles sont les aides pour tel dispositif ou tel autre ? Etc. « Un tel pose une question et un autre lui répond. A partir de cette masse d'infos, nous créons des fiches outils ou des groupes de travail. Pendant le premier confinement, nous avons mis en place un groupe de travail thématique dédié. Nous organisons aussi des webconférences et une journée nationale pour multiplier les lieux d'échanges. C'est très souple et ça répond au fait que la précarité énergétique est à la connexion de nombreux domaines », explique Marie Moisan, qui invite tout le monde à sauter dans le train en marche de Rappel.

SM

<https://www.precarite-energie.org/>

SOLUTIONS À LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE EN COPROPRIÉTÉ !



Les définitions de la précarité se heurtent souvent au cas particulier de la copropriété. Un même bâtiment est partagé par plusieurs ménages dont les revenus diffèrent souvent beaucoup. Ainsi, des ménages à revenus très modestes, modestes, intermédiaires et aisés partagent souvent un même bâtiment. Faire de la rénovation énergétique en copropriété, c'est donc nécessairement faire de la lutte contre la précarité énergétique. De manière centrale, si le bâtiment est très peu performant et qu'une partie importante des ménages relève des catégories dites « modestes ». De manière plus marginale si la performance énergétique est moins mauvaise ou que peu de ménages relèvent des catégories les moins aisées. Mais parmi les 87 copropriétés soit 14 000 logements qu'a étudié Île-de-France Energie, toutes comportaient des ménages à bas revenus.

Il n'y a donc pas des rénovations relevant de la lutte contre la précarité énergétique et d'autres qui ne seraient pas concernées : toute rénovation de copropriété est un projet de lutte contre la précarité énergétique. Mais la rénovation en copropriété demandera de lever des barrières bien spécifiques. D'abord, malgré la diversité des situations sociales et financières, des sensibilités de chacun, les copropriétaires devront se mettre d'accord sur un seul et même projet de rénovation. Ensuite, les copropriétaires devront, en s'appuyant sur leur syndic, sélectionner plusieurs ingénieries complexes et les coordonner (architecte, bureau d'études thermiques, ingénieur financier, banque...). Enfin, il faudra trouver un moyen de financer ces travaux pour tous les copropriétaires, y compris les plus modestes ou ceux qui n'étaient pas favorables à la réalisation des travaux. Pour apporter une solution simple et efficace malgré ces

difficultés, la région Île-de-France a créé, avec le concours de la Ville de Paris, de la Caisse des dépôts, du département du Val-de-Marne et de la Caisse d'épargne, un guichet unique apportant toutes les solutions intégrées en une seule : Île-de-France Énergies. L'Union européenne a également apporté un fort soutien avec notamment une ligne de crédit de 60 millions d'euros mise à disposition par la Banque européenne d'investissement.

Les copropriétaires trouvent auprès d'un même contact, son « chef de projet », toute l'expertise nécessaire. Ce chef de projet coordonne une équipe rassemblant un architecte, un ingénieur thermique-fluides et un ingénieur financier qui s'attachera à proposer un programme de travaux répondant le mieux possible aux attentes des copropriétaires, aux besoins d'entretien du bâtiment et permettant de réduire au minimum la consommation d'énergie. Une fois les travaux votés par la copropriété, Île-de-France Énergies proposera un prêt collectif à 15 ans et à bas taux à la copropriété. Chaque copropriétaire pourra décider d'y souscrire ou non. Enfin, les travaux seront pilotés par Île-de-France Énergies pour assurer la meilleure qualité d'exécution possible.

A ce jour, les accompagnements d'Île-de-France Énergies ont permis que 3 400 logements votent des travaux permettant en moyenne de diviser par deux la consommation d'énergie (-48%). Tout cela pour les plus aisés ? Et bien non, un quart des ménages bénéficiaires sont des ménages à revenus modestes, ce qui est à peu près la proportion de ménages modestes chez les copropriétaires.

RAPHAËL CLAUSTRE,
IDF Énergies

RETOUR SUR LES PREMIERS TROPHÉES DES SOLUTIONS STOP EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE ET SANITAIRE



Le Collectif STOP Exclusion énergétique qui regroupe des acteurs de la solidarité, des territoires, de l'écologie et de l'économie a organisé, en 2020, ses premiers trophées.

Le confinement a exacerbé la situation de ceux qui déjà souffrent du froid l'hiver et du chaud l'été, dont les enfants sont plus malades que les autres. Ces logements souvent indignes ne peuvent apporter les conditions de vie avec le minimum de confort et de santé. Et bien sûr habiter est encore plus difficile quand on doit rester à son domicile 24 h / 24. D'autant quand le logement devient école, lieu de médecine en ligne, espace de télétravail...

Beaucoup d'organisations agissent chaque jour. Ce sont les ONG de solidarité, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, des entreprises petites et grandes, les collectivités territoriales et leurs structures d'accompagnement comme les CCAS...

De nombreuses solutions ont été trouvées. Il y a encore beaucoup à inventer... et à partager. Mais il faut agir à grande échelle. L'objectif de ces trophées est de donner aux solutions plus de visibilité et de les rendre 'duplicables', d'un territoire à l'autre. Ainsi nous pourrions améliorer les conditions de vie des précaires. Et ce qui est bon pour ceux qui sont en difficulté est aussi un bénéfice pour toute la société : emploi, coût des soins, engagements environnementaux et énergétiques.

Plusieurs thématiques ont été proposées aux candidats : amélioration du logement (isolation, chauffage...); qualité de l'air et santé ; outils numériques de mesure et de pilotage ; processus d'identification et d'accompagnement des précaires, animation territoriale ; ingénierie financière et accompagnement ; mobilité et précarité énergétique ; adaptation des comportements et faire soi-même.

Présidence du jury :
Emmanuelle Wargon, Ministre du logement.

8 comités régionaux ont impliqué plus de 90 acteurs de terrains et experts pour une première sélection de 75 solutions partout en France. Les candidats se sont présentés devant les comités régionaux dans une approche phygital (présentiel et/ou numérique) qui en ont choisi 3 (et parfois avec des coups de coeur). Le 30 septembre, les 30 membres du jury se sont réunis à l'auditorium du Ministère de la transition écologique (Hôtel de Roquelaure à Paris) ont pu écouter sous un format court (ils avaient reçu les dossiers en amont) les 24 candidats. Certains n'ayant pu se déplacer étaient auditionnés en ligne. Ces auditions étaient diffusées en live sur la chaîne Youtube de la Fondation des Transitions. 450 personnes ont pu y assister. La remise des prix a eu lieu le 1er octobre dans le cadre du BIG, le grand événement annuel de l'innovation de Bpifrance à l'Accord Hotel Arena.

LES LAURÉATS SONT, PAR CATÉGORIE :

« Identification et accompagnement » : DREAL Grand Est
« Technologies et numérique » : Histologe en Nouvelle Aquitaine
« Compétences et formation » : Chaire Hope de Grenoble
« Financement » Mairie de Montfermeil et de Sceaux (Métropole du Grand Paris)
« Opérateurs directs » : Secours Catholique et réseau Eco-habitat (Régions Haut de France et Pays de la Loire)
« Dispositif territorial » : Métropole Européenne de Lille
Deux Coups de coeur ont été attribués au Céréma et à Ch'tite Maisons Solidaires

8-9
DÉCEMBRE
2021

enerGaïa

Forum Européen des énergies renouvelables

Rassemblons nos énergies !



200 exposants



Une fréquentation attendue de 7 500 personnes



Près de 50 conférences, tables rondes et ateliers



EnerGaïa LIVE:
De nombreuses conférences digitalisées

Parc des Expositions Montpellier

Inscriptions gratuites sur www.energaia.fr



Sous le haut patronage de



Partenaires officiels



Suivez-nous   

ZÉRO EXCLUSION, ZÉRO CARBONE, ZÉRO PAUVRETÉ ?



Thibaud LAROSE
Directeur général de Convergences

QU'EST-CE QUE CONVERGENCES ?

Créée en 2008, Convergences est une plateforme internationale de réflexion et de mobilisation en faveur des Objectifs de développement durable (ODD) et de la construction d'un monde « Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ». La mission de Convergences est de rassembler les acteurs du changement de tous les secteurs afin de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. L'organisation s'appuie sur plus de 300 organisations à travers le monde, mobilisées au sein de ses groupes de travail, pour développer des projets autour de l'engagement de la jeunesse et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année. Depuis 2017, huit Forum Convergences ont été organisés en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie et en Europe.

POURQUOI UN FORUM MONDIAL ?

Le Forum mondial est l'événement phare de Convergences depuis. Événement pionnier du développement durable, le Forum mondial Convergences appelle depuis 2008 à innover et à se mobiliser autour des notions de partenariats multi-acteurs. Espace de rencontres et d'échange unique, il rassemble chaque année 5 000 contributeurs du monde entier : entreprises, économie sociale et solidaire, investisseurs, organismes publics et bailleurs institutionnels, ONG, recherche et médias. La programmation du Forum Mondial est le fruit d'une méthodologie collaborative qui permet au Forum de répondre aux priorités, de s'inscrire dans les grandes dynamiques internationales.

3ZÉRO ?

« En 2015, nous assistions à une convergence des consciences et des agendas. L'Accord de Paris sur le climat et l'Agenda 2030, adoptés par les états sous l'égide des Nations-Unies, ont illustré la volonté du plus grand nombre de s'engager collectivement pour un monde où le vivant serait préservé et où chacun aurait sa place pour vivre dans la dignité. Convergences a alors initié une nouvelle dynamique autour d'un objectif collectif et d'un message fort : la construction d'un monde Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ». Aujourd'hui, la crise mondiale engendrée par la pandémie de Covid-19 s'impose en rappel alarmant de la vulnérabilité des systèmes socio-économiques, de leur interdépendance, ainsi que de la nécessité de faire preuve de résilience et d'adaptation. Le besoin est urgent de concrétiser l'ambition d'un monde 3Zéro où les grands défis sociaux, économiques et environnementaux contemporains sont abordés ! Au cours de deux journées de rencontre, chacun est invité à partager engagements et actions. Comment les organisations, petites ou grandes, locales ou internationales, peuvent-elles agir pour transformer leurs modèles, faire face aux crises et augmenter leur impact social et environnemental ? Comment innover dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale ? Comment les dynamiques citoyennes et la mobilisation de la jeunesse peuvent-elles s'inscrire pleinement dans ces grands mouvements mondiaux ? Comment faire des territoires et leurs spécificités des leviers de ces transformations ? Le Forum Mondial Convergences est un lieu d'échanges et de valorisation de solutions et d'innovations.

CHRISTIAN FOURAGE



FORUM ESTP
42^{ème} ÉDITION

LE RENDEZ-VOUS DES INGÉNIEURS

CONSTRUCTION
ET CONCEPTION
DURABLES

MARDI
7 DÉCEMBRE 2021
9H-17H

Accès Libre
Parc des Expositions – Porte de Versailles
Hall 5

INVITÉ D'HONNEUR :
GILLES BERHAULT
Président du Comité 21

Entrepreneuriat

Conseil

CONFÉRENCES

Énergie

STAGES

Travaux Publics

Bâtiment

CÉSURES

Immobilier

Maîtrise d'Ouvrage

Audit

EMPLOIS



L'AUTOCONSOMMATION DES BÂTIMENTS TERTIAIRES

L'autoconsommation photovoltaïque est encore méconnue de beaucoup d'entreprises. Elle présente pourtant de nombreux intérêts pour les entreprises tertiaires !



Les prix des panneaux photovoltaïques et onduleurs sont orientés à la baisse.

Autorisée par le législateur depuis 2017, l'autoconsommation électrique, consistant à consommer une électricité renouvelable produite sur place, présente des avantages certains de nombreux acteurs. Le principe de base et l'avantage connu de l'autoconsommation sont bien entendu de consommer sa propre électricité. Portée par un cadre européen favorable et une dynamique positive autour des EnR, elle permet d'optimiser la consommation d'un bâtiment, tout en oeuvrant à la transition énergétique du pays. Par ailleurs, l'autoconsommation, et plus largement la décentralisation des moyens de production électrique, répond à un double enjeu. D'une part, l'indépendance des territoires et des consommateurs et l'augmentation de leur résilience en cas de crise majeure à l'image des « circuits courts » agricoles par exemple. D'autre part, l'autoconsommation contribue à la dynamique énergétique fixée dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), notamment concernant l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique.

DES FREINS ADMINISTRATIFS ET FISCAUX

Pour contribuer à cette prise de conscience, l'Observatoire de l'immobilier durable (OID) a publié cet été sous le titre « Autoconsommation électrique : enjeux et pistes de valorisation » un rapport qui souligne les avantages de l'autoconsommation de l'électricité photovoltaïque en tertiaire, mais pointe aussi les difficultés administratives et réglementaires qui ralentissent son développement, les aspects fiscaux défavorables et une certaine incohérence législative.

Côté bénéfiques, le coût des installations photovoltaïques baisse en raison de la baisse continue du prix des panneaux photovoltaïques (PV) et onduleurs. De plus, une fois pris en compte sa durée de vie, son rendement et l'évolution du rendement dans le temps et l'amortissement de l'investissement initial, une installation photovoltaïque délivre de l'énergie à un coût stable pendant plus de vingt ans. De même, l'OID note qu'à l'échelle du bâtiment ou même dans le cadre d'opérations d'autoconsommation collective, il est

MARDI 14 > JEUDI 16 DÉCEMBRE 2021

BEPOSITIVE

Le salon de la transition énergétique
) EUREXPO) LYON) FRANCE

CONSTRUISONS ENSEMBLE LE MONDE DÉCARBONÉ DE DEMAIN

ÉNERGIE & BÂTIMENT, TOUTES LES SOLUTIONS D'UN MONDE DÉCARBONÉ

- Nouveaux systèmes énergétiques
- Bâtiment durable
- Énergie dans le bâtiment

UN PROGRAMME COMPLET

- Des conférences
- 1 plateau Batijournal TV
- Des ateliers thématiques
- Des lancements de produits innovants

VOTRE BADGE D'ACCÈS GRATUIT SUR
WWW.BEPOSITIVE-EVENTS.COM AVEC LE CODE **PPGEN**

Document non contractuel - RCS Lyon 384 552 976 - Crédits photos Shutterstock - Illustration CINCO



Hotline visiteurs : +33 (0)4 78 176 216 - hotlinevisiteurs@gl-events.com

www.bepositive-events.com    

toujours possible de déployer des stockages d'électricité en batterie. Ils sont encore coûteux, mais le prix des batteries baisse régulièrement et, grâce aux projets de megafactories de batteries annoncés dans diverses régions du monde, cette baisse va continuer. Le stockage d'électricité permet de consommer lorsque l'installation PV ne produit plus, donc de maximiser l'autoconsommation.

DES BÂTIMENTS QUI OFFRENT UN PROFIL FAVORABLE

Le rapport relève que les bâtiments tertiaires offrent des profils de consommation particulièrement intéressants du point de vue de l'autoconsommation. En effet les panneaux photovoltaïques atteignent leur pic de production durant les heures d'ensoleillement les plus fortes vers la mi-journée et en début d'après-midi. Dans le quartier de la Défense, souligne l'OID, le point de consommation se trouve en été, à l'heure de midi et les bâtiments tertiaires

climatisés affichent leurs pointes d'appel de puissance durant l'après-midi.

Cependant il faut noter que de nombreux bâtiments tertiaires équipés de petits centres serveurs refroidis, de chambres froides, d'armoires réfrigérées ont des besoins incompressibles d'électricité toute l'année à toutes heures. En ville, des projets significatifs commencent à voir le jour. Lieu idéal de l'autoconsommation collective, ces projets sont plutôt portés par les municipalités ou les métropoles, qui équipent les bâtiments publics et engagent ainsi leur territoire dans une démarche de ville intelligente. En périphérie, des parcs d'activité commencent à intégrer des projets d'autoconsommation partagés entre bâtiments voisins. Certains vont jusqu'à être « à énergie positive » en produisant plus qu'ils ne consomment en usage « courant ». Le surplus peut alors être stocké sur batteries et utilisé pour des besoins de production spécifiques.



A Rennes, les toits des bâtiments municipaux accueillent une dizaine d'installations photovoltaïques.



Act4Business

www.Act4Business.fr

Rejoignez-nous



Conseil et accompagnement opérationnel

4 spécialités

Energie - Energy Management - IoT - Solutions Digitales

Lancement de produit

Lancer avec agilité votre produit avec le Lean Start Up

Business Development

Booster avec des outils et le digital votre croissance

Innovation

Créer avec le Design Thinking et l'intelligence collective

Développement à l'International

Définir une stratégie export et trouver des nouveaux débouchés



Jonathan CADORET

Benjamin AUDIBERT

GREENYELLOW : ALLIÉ DE LA TRANSITION ÉNERGETIQUE DES ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITÉS

Pour aider les entreprises et les collectivités à consommer moins et consommer mieux, GreenYellow a mis au point une plateforme unique d'offres en faveur de la transition énergétique pouvant être combinées ou activées individuellement. Tour d'horizons avec Jonathan Cadoret et Benjamin Audibert, tous deux Responsables du Développement Commercial chez GreenYellow.

QU'EST-CE QUI FAIT LA SPÉCIFICITÉ DE GREENYELLOW ?

Benjamin Audibert : Le véritable bénéfice que nous apportons à nos clients, c'est de pouvoir intervenir sur l'ensemble de leurs sujets énergétiques via quatre offres complémentaires. Nous leur proposons tout d'abord la mise en place de projets d'efficacité énergétique clefs en main, financés avec des engagements de performance générant en moyenne 25 % de gains sur leurs consommations énergétiques annuelles. Pour aller plus loin, nous leur permettons de produire et consommer leur propre énergie verte à un tarif compétitif en installant des centrales photovoltaïques sur leurs bâtiments et/ou du foncier disponible dont l'intégralité de la production est « autoconsommée ». Ainsi, en combinant les actions d'efficacité énergétique avec la production d'électricité photovoltaïque autoconsommée, nos clients peuvent réduire de 50% leurs factures énergétiques.

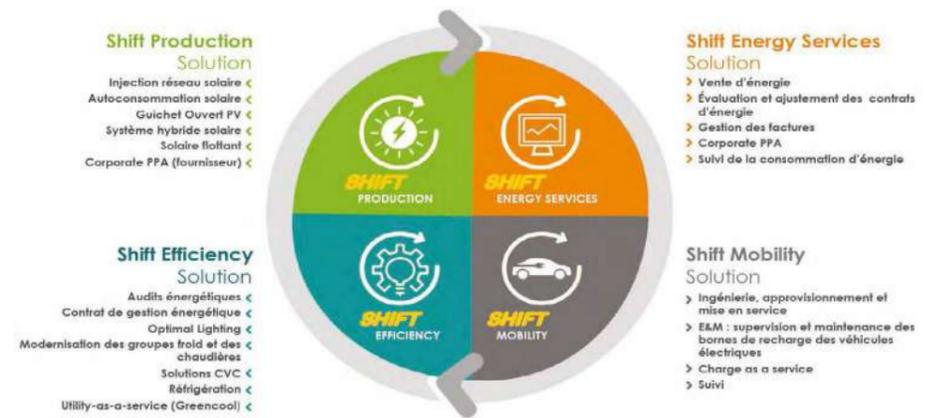
Jonathan Cadoret : Le troisième métier de GreenYellow consiste à accompagner nos clients sur la mobilité électrique en leur proposant des infrastructures de recharge pour véhicules électriques adaptées à leurs besoins et à leurs usages. Ces solutions sur-mesure offrent à nos clients un nouveau service, en cohérence avec l'accélération du marché des ventes de véhicules électriques que nous observons aujourd'hui dans les entreprises et chez les particuliers. Forts de notre expertise dans les centrales photovoltaïques, nous proposons à nos clients de combiner l'installation de bornes de recharges de véhicules électriques avec le déploiement d'ombrières de parking. Cela présente un véritable intérêt technique et économique grâce

aux nombreuses synergies qui peuvent être trouvées dans les phases de travaux. Enfin, cette configuration offre un confort indéniable aux usagers en leur permettant d'abriter leur véhicule à l'abri des intempéries.

QUEL EST LE QUATRIÈME ET DERNIER PILIER DE L'OFFRE GREENYELLOW ?

B.A : Nous intervenons également sur la composante prix des énergies en leur faisant profiter de nos expertises en achat d'énergie et optimisation contractuelle. Nous pouvons par exemple, réduire la part des taxes payées par nos clients en obtenant un taux réduit ou même une exonération de la CSPE (aussi appelée TICFE), ou bien tout simplement mener de A à Z leurs appels d'offres auprès des fournisseurs de Gaz et d'Électricité. Enfin, grâce à notre plateforme de monitoring énergétique, nous leur mettons à disposition un véritable tableau de bord énergétique leur permettant une meilleure compréhension de leur consommation, le contrôle de la cohérence des facturations et surtout la réponse aux exigences du décret tertiaire qui impose de déclarer les consommations de tous les bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m² au plus tard en septembre 2022.

J.C : Pour résumer notre philosophie, GreenYellow accompagne les professionnels pour les aider à consommer mieux et consommer moins ! Consommer mieux, c'est consommer sa propre électricité, verte, produite localement et répondre ainsi à des engagements RSE de décarbonation. C'est tout ce qui a trait à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques ou encore



au déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Consommer moins, c'est optimiser les process et/ou rénover les équipements énergivores des bâtiments de nos clients pour réduire leur facture énergétique et leur empreinte carbone. Cela passe notamment par la mise en place de Contrats de Performance Énergétique (CPE), que ce soit sur l'éclairage, la production de froid, de chaud et d'air comprimé.

DE MANIÈRE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE, QUELS SONT LES ATOUTS D'UNE OFFRE GREENYELLOW ?

B.A : Le financement de la transition énergétique est un enjeu majeur pour les entreprises qui doivent mobiliser d'importants moyens humains et financiers pour installer des centrales photovoltaïques ou investir dans de nouveaux équipements plus performants. Se pose alors la question du budget, du retour sur investissement, et finalement de l'intérêt technico-économique du projet. Notre objectif, c'est que le client n'ait pas à se soucier de tout cela puisque GreenYellow finance sur fonds propres l'achat et la mise en place des équipements et fait son affaire, quelque part, de la rentabilité du projet. C'est-à-dire que nous prenons à la fois un risque sur l'actif dans lequel nous investissons et que nous installons chez le client, mais aussi sur la garantie d'économies d'énergie qui seront réalisées avec en cas de non atteinte des objectifs, une pénalité financière versée au client. Nos clients bénéficient de la fourniture et de l'installation d'équipements performants en préservant leur trésorerie avec la garantie que, non seulement cela se paiera avec les économies d'énergie qui seront réalisées, mais aussi que leurs objectifs de réduction de leur bilan carbone soient atteints.

J.C : Pour schématiser, GreenYellow commence par auditer et collecter les données de consommations, puis identifie des actions d'efficacité énergétique, que nous proposons de mettre en oeuvre à travers un contrat de performance énergétique dans lequel les gains permettent de financer l'intégralité des investissements nécessaires.

DE QUELLE FAÇON PRATIQUE ACCOMPAGNEZ-VOUS VOS CLIENTS ?

B.A : Avec GreenYellow, nos clients bénéficient d'un interlocuteur unique dans toutes les phases du projet. Depuis la réalisation des audits énergétiques jusqu'à la mise en oeuvre et le suivi,

en passant par la recherche de solutions sur mesure adaptées aux besoins et aux usages du site, nous intervenons comme un assemblage travaillant avec un pool de fournisseurs et d'installateurs présent au niveau national avec des ancrages régionaux. Une fois les travaux achevés, le CPE peut démarrer. Notre pôle exploitation va alors assurer le suivi des installations et des consommations d'énergie pendant toute la durée du contrat afin de vérifier que les économies d'énergie sont bien celles qui étaient prévues.

J.C : Pour conclure, nous nous différencions des autres acteurs du marché au travers de notre ingénierie financière robuste, notre expertise technique approfondie et notre approche globale sur toute la chaîne de valeur de l'énergie. Nous sommes en quelque sorte « un guichet unique » de la transition énergétique. Ainsi, nous enrichissons constamment notre offre, grâce à l'innovation, pour répondre aux besoins des acteurs privés et publics et les accompagner dans la réduction de leur empreinte écologique.

(1) Contribution au service public de l'électricité. (2) Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité. (3) Observatoire de la performance énergétique, de la rénovation et des actions du tertiaire.

L'INNOVATION, CULTURE PIONNIÈRE CHEZ GREENYELLOW !

Nicolas Ulmann, Directeur Innovation et Nouvelles Activités, et Jonathan Cadoret, Responsable du Développement Commercial de GreenYellow animeront un atelier expert d'environ 30 minutes sur le Forum Energy Time à 10 h 15 sur l'Espace Etoile 3 sur le thème des « Convergences entre photovoltaïque et mobilité électrique » Face à l'essor de la mobilité électrique et l'enjeu d'inscrire nos clients dans une mobilité encore plus durable, GreenYellow travaille sur un projet inédit et innovant de couplage de bornes de recharge pour véhicule électrique et d'installations photovoltaïques en zone commerciale, avec l'objectif d'optimiser la surproduction sur les installations en autoconsommation. Un premier projet commun GreenYellow & Reservoir Sun verra le jour en 2021.

baudibert@greenyellow.fr
06 07 45 44 89

jcadoret@greenyellow.fr
07 89 09 29 91

<https://fr.greenyellow.com/fr>

ACT4BUSINESS : L'INNOVATION COMME PRINCIPE ACTIF !

Act4Business accompagne des dirigeants TPE, PME et des décideurs d'ETI à innover, conquérir de nouveaux marchés et accélérer la croissance. Coup de projecteur avec son fondateur et dirigeant, **Eric Richa**.



COMMENT EST NÉ ACT4BUSINESS ?

Eric Richa : Ingénieur de formation, j'ai travaillé successivement dans l'industrie électrique, les énergies renouvelables puis à l'international dans la vente de logiciels de simulation, notamment pour aider des industriels de l'automobile à innover rapidement et accélérer les temps de conception des véhicules électriques. J'ai voulu ensuite entreprendre pour partager ces 15 années d'expertises en développement commercial et en innovation. Mon entreprise intègre aujourd'hui une dimension sociétale et s'engage auprès d'associations comme « Second Souffle » à Lyon. Née il y a 3 ans, Act4Business propose du conseil, de l'accompagnement opérationnel et de la formation aux entreprises.

QUELS SONT VOS PRINCIPAUX CLIENTS ?

E.R. : Il s'agit en majorité de TPE, PME ou ETI expertes dans l'industrie (énergie, transports, industrie 4.0, etc.) et dans le digital. Nos clients sont basés en France principalement à Lyon, Grenoble et Paris. Des entreprises étrangères collaborent aussi avec nous pour explorer et mieux appréhender le marché français.

EN QUOI L'INNOVATION EST LA CLÉ DU SUCCÈS AUJOURD'HUI ?

E.R. : L'innovation combinée à « l'expérience client » est devenue un élément différenciateur. L'exploitation intelligente des besoins du client est primordiale pour qu'une entreprise améliore ses processus, propose des produits ou services qui offrent de la valeur ajoutée au marché. Et puis c'est aussi l'innovation qui va accélérer la vente de ses nouvelles solutions sur un marché. Ainsi se positionner avec une « proposition de valeur unique » permet de se différencier et d'apporter une réelle valeur ajoutée aux clients finaux. Pas nécessairement sur le prix... mais sur l'excellence, la fiabilité et le service.



« Pour performer, il faut aller se confronter au marché et aux besoins du client ! »

QUEL EST LE CHALLENGE À RELEVER SUR LE FRONT DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE ?

E.R. : Cela va déjà être tout d'abord de se conformer à toutes les lois récentes relatives à la transition énergétique. Cet aspect législatif est très important car il oblige les entreprises à enclencher la marche avant. Avec le prix de l'énergie qui augmente, la volonté va être encore plus forte de maîtriser ses consommations pour éviter que le budget énergie explose. La gestion de l'énergie est donc un facteur clé pour limiter ses dépenses, en particulier dans la grande distribution où c'est deuxième poste de dépenses après la masse salariale. Là encore, cette efficacité énergétique va être indissociable de l'innovation. Les smartgrids, IoT, blockchain vont apporter des solutions pour faciliter cette transition.

UN DERNIER MOT SUR LA PERFORMANCE COMMERCIALE, L'UNE DE VOS PRINCIPALES EXPERTISES ?

E.R. : La problématique aujourd'hui en France où nous avons d'excellents ingénieur(e)s concepteurs, c'est d'aller se confronter au marché et aux besoins du client avant même de concevoir ! C'est pour cela que je crois beaucoup au Lean Startup. Cette méthode basée sur des itérations, consiste à expérimenter au plus près de l'utilisateur, ajuster son produit jusqu'au MVP (Produit minimum Viable) qui est votre première version pour apporter de la valeur à vos premiers clients, puis ensuite pouvoir refinancer des fonctions supplémentaires. Cette méthode, qui consiste à agir vite et de façon agile, a démontré son succès à de nombreuses occasions !



www.act4business.fr 🔍

eric.richa@act4business.fr ✉️

06 99 45 58 68 📞

UNE FISCALITÉ 2022 PLUS FAVORABLE AUX FLOTTES ÉLECTRIQUES

La mobilité des flottes d'entreprise est contrainte par une fiscalité de plus en plus lourde qui pèse sur les décisions d'achat des véhicules. Dans ces conditions, se tourner vers l'acquisition de véhicules électriques ou hybrides rechargeables qui bénéficient de taxes exonérées ou moindres peut s'avérer un bon choix pour les gestionnaires de flottes.

La Loi Finances 2021 a apporté son lot d'évolutions sur la fiscalité automobile, pour les professionnels comme pour les particuliers, privilégiant en particulier les véhicules les moins polluants. En plus d'assurer une meilleure lisibilité des dispositifs, ces évolutions illustrent la volonté des pouvoirs publics de « verdir » le parc automobile. C'est le cas avec la réforme de la Taxe sur les Véhicules de Société (TVS), cette taxe annuelle qui concernait jusqu'alors les entreprises utilisant des véhicules dans le cadre de leur activité. La réforme va supprimer cette TVS et la remplacer par deux taxes distinctes dérivées de ces deux composantes : « la taxe annuelle sur les émissions de CO2 » et « la taxe annuelle sur les polluants atmosphériques », dites « taxes à l'utilisation ». Si les barèmes restent les mêmes pour le moment, quelques évolutions sont désormais à prendre en compte par les gestionnaires de flottes pour piloter leur fiscalité. Le calcul de la taxe se fera selon le nombre de jours exacts d'utilisation d'un véhicule et non plus au nombre de trimestres. Les critères d'exonération pour la première taxe CO2 seront plus sévères : plus d'exonération partielle sur 12 trimestres, mais une exonération définitive réservée exclusivement aux véhicules peu polluants (< 60g de CO2/km). En ce qui concerne la seconde taxe sur les



Les véhicules 100 % électrique et hybride rechargeable ayant au moins 50 km d'autonomie électrique en ville seront exemptés de la nouvelle taxe au poids.

polluants atmosphériques, les critères sont plus stricts également. Les entreprises ne doivent plus espérer bénéficier d'un bonus en adoptant des véhicules hybrides. Ce coup de pouce est désormais réservé aux véhicules dont les émissions de CO2 sont inférieures à 20 g/km, soit les modèles électriques, hybrides rechargeables et à hydrogène.

UNE NOUVELLE TAXE POUR LES VÉHICULES PARTICULIÈREMENT LOURDS

2022 verra également l'arrivée d'un nouveau malus « au poids », nouveauté réclamée par la Convention citoyenne pour le climat, qui viendra s'ajouter au malus auto déjà en place et alourdir la facture. Cette nouvelle taxe au poids entrera en vigueur dès le 1er janvier 2022 et s'appliquera à tous les véhicules dont le poids sera supérieur à 1 800 kg et qui sont considérés comme plus polluants. Attention, le calcul de la masse du véhicule intègre aussi le conducteur, le carburant (réservoirs remplis à au moins 90 % de leur capacité), les différents liquides voire la carrosserie, la cabine, l'attelage, la roue de secours et les outils. Ainsi, les véhicules dépassant ce poids de 1,8 T seront taxés 10 € par kg excédentaire. Dès cette année, et par anticipation, cette disposition aura un impact sur le choix des entreprises. Ces dernières auront d'autant plus tendance à s'orienter vers l'électrique et l'hybride rechargeable ayant au moins 50 km d'autonomie électrique en ville, deux technologies exonérées de cette nouvelle taxe.

BERTRAND BOURGÈNE

ELECTRIC HYBRID TEST DAYS : L'ESSAYER, C'EST L'ADOPTER ?

Les Electric Hybrid Test Days ont pour objectif de faire tester à un large public de professionnels et de particuliers les derniers véhicules hybrides ou électriques des constructeurs. Retour sur la seconde édition qui s'est tenue les 18 et 20 juin 2021 avec Yann Azran, cofondateur de Mobility Makers, la première communauté au monde dédiée au transport et à la ville intelligente à l'origine de cette manifestation.



Quelques uns des véhicules qu'il était possible de tester au Parc Floral de Paris.

QU'EST CE QUI EST À LA GENÈSE DES JOURNÉES DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE ?

Yann Azran : Nous avons commencé à penser à cet événement depuis 2018. Nous avons la certitude que les gens allaient s'intéresser de plus en plus à la mobilité électrique mais aussi qu'ils ne franchiraient jamais le pas tant qu'ils n'auraient pas testé un véhicule électrique. En fait, les gens sont beaucoup plus attachés à l'expérience qu'à la démonstration. L'ambition de cet événement est de créer une expérience unique et concrète. Pour passer d'un véhicule thermique à un véhicule 100 % électrique, le test est indispensable: il faut apprivoiser le nouveau fonctionnement de la motorisation, expérimenter les nouvelles sensations de conduite... Le changement est tel qu'il apporte aussi son lot d'interrogations sur le mode de recharge, l'autonomie du véhicule, etc. C'est pour cela que nous avons opté pour un format où les visiteurs allaient pouvoir s'asseoir dans le véhicule, prendre le volant durant deux ou trois tours sur une piste, apprécier la mobilité électrique puis poser des questions à un démonstrateur qui puisse leur répondre. La toute première édition en septembre 2020, entièrement réalisée en extérieur pour des raisons sanitaires, avait ainsi permis de réaliser quelque 1 200 tests de véhicules en deux jours et demi au Paris Event Center.

LE PLUS DE CETTE SECONDE ÉDITION QUI S'EST DÉROULÉE LES 18 ET 20 JUIN DERNIERS ?

Y.Z. : C'est bien sûr la journée d'échanges et de conférences, dédiée aux professionnels, qui s'est rajoutée au programme. Elle s'est tenue au sein de l'auditorium de la Mairie de Paris avec la présence d'une vingtaine de panélistes experts afin de

pouvoir aborder tous les sujets. Lors de la première édition, David Belliard, Adjoint à la Mairie de Paris chargé entre autres des transports et des mobilités, avait beaucoup apprécié le format des Electric Hybrid Test Days, ce qui a permis ce partenariat dix mois plus tard. La Ville de Paris nous a donc accompagné le 18 juin dernier pour pouvoir proposer aux gestionnaires de flottes du tertiaire mais aussi aux commerçants et artisans qui doivent travailler avec des utilitaires de pouvoir échanger sur les véhicules électriques. Après les restrictions des confinements, on a vraiment senti une énergie incroyable avec beaucoup d'échanges et énormément de questions-réponses le 18 juin.

CETTE FOIS LA JOURNÉE DE TESTS S'EST TENUE AU PARC FLORAL DE PARIS ?

Y.Z. : Oui nous avons pu organiser un super dimanche de tests le 20 juin au milieu de la verdure avec cette fois une piste d'essai d'un kilomètre. Il y avait une quinzaine de véhicules, hybrides ou 100 % électriques, à disposition, et un nombre plus important de deux-roues qu'en 2020. Pour l'avoir vécu, je peux vous dire que tous les gens qui sortent du véhicule après l'avoir testé au volant sont impressionnés. Ils semblent tous avoir découvert une nouvelle forme de mobilité ! En fait, rien ne vaut l'expérience vécue !

EN SAVOIR +

Le lien avec le replay des conférences 2021 :

<https://electrictestdrive.fr>

<https://mobilitymakers.co>

Community@mobilitymakers.co

CHEZ MERCEDES, LES CITAN ET CLASSE T S'ÉMANCIPENT

Mercedes lancera l'an prochain, la deuxième génération de sa fourgonnette Citan, toujours issue du Renault Kangoo. Le dérivé ludospace premium Classe T viendra étoffer la gamme au cours du 1er semestre 2022.

C'est pour prendre pied sur le segment des petits fourgons urbains que Mercedes s'est alliée à Renault en 2012. Ce partenariat a donné naissance au Citan. En gros : un Renault Kangoo doté d'une calandre à étoile. Dix ans plus tard, il est temps de renouveler la petite camionnette allemande. On prend les mêmes et on recommence ? Bin oui, c'est toujours le petit VUL du Losange qui sert de base à cette nouvelle série. Mais cette fois-ci, Mercedes a mené conjointement avec Renault toutes les phases du développement technique de cette seconde série d'utilitaires. L'Etoile a eu son mot à dire notamment concernant la sécurité, le design ou l'agrément de conduite. Esthétiquement justement, le style rondouillard de la précédente génération est jeté aux oubliettes. Les deux petits utilitaires "cousins", reçoivent des lignes plus graphiques, plus sérieuses, en un mot : plus germaniques. Le Citan diverge en outre, au niveau de sa partie avant qui s'avère beaucoup plus personnelle que par le passé. Le bouclier, les phares, la calandre, les ailes et le capot sont spécifiques. Mais ce sont surtout les phares effilés, rappelant ceux des autres modèles de la gamme à l'Etoile, qui changent la donne.

LE CLASSE T, C'EST LA NOUVEAUTÉ !

La version VP dénommée désormais Classe T, reçoit des vitres latérales et une banquette arrière accueillante. En fait, ce sont deux variantes VP qui vont animer la gamme, avec d'un côté la Citan Tourer et de l'autre la Classe T. La France n'aura droit qu'au second plus luxueux qui joue dans la cour des ludospaces premium. Le premier dépouillé, plus proche du VUL, restera bloqué à la frontière. Les dimensions progressent avec notamment 4,5 m de long soit 18 cm de plus que la première Citan. Cet accroissement est la promesse d'une habitabilité améliorée. A l'intérieur, le volant est identique à celui de la Classe A et la planche de bord reçoit une partie supérieure spécifique. Les sièges sont aussi des Mercedes plus confortables que ceux de la Kangoo. En finition haute, la Classe T accueille un système d'info-divertissement MBUX, relayé par une dalle centrale tactile de 7" de diagonale. Un équipement high-tech réservé jusque-là aux berlines de l'Etoile. Côté sécurité enfin, la Classe T nouvelle génération est bardée de 7 airbags contre 2 pour le Kangoo.

LE CLASSE T CONSERVE SON MONTANT LATÉRAL

Citan et Classe T se passent de la fameuse portière latérale "Sésame ouvre toi" sans montant, du Kangoo Van. Sous le capot, les motorisations proviennent directement du partenaire Renault et disposent tous du Stop & Start. La gamme comprend deux moteurs diesel de 96 et 116 ch et un essence de 131 ch. Les deux plus puissants sont disponibles avec une boîte automatique à 7 rapports. Sur la route, Mercedes promet des réglages de ressorts spécifiques et un amortissement adapté aux essieux avant et arrière. Une barre stabilisatrice destinée à réduire la prise de roulis est aussi installée. L'ensemble procure au Classe T un caractère et des sensations de conduite qui le rapprochent des autres véhicules de la gamme Mercedes.

UN ÉQUIPEMENT LUXUEUX

Côté équipement, c'est déjà demain avec notamment le régulateur de distance DISTRONIC actif, qui régule la conduite automatiquement dans les embouteillages. L'assistant directionnel actif maintient pour sa part, la Classe T au milieu de sa voie. Enfin, le monospace premium Mercedes aura droit à une version électrique EQT, au premier semestre 2022. Le prototype EQT Concept de monospace premium, révélé en mai dernier, avait pour mission de lui préparer le terrain. Elle viendra s'ajouter à la fourgonnette e-Citan 100 % électrique elle-aussi. Toutes deux bénéficient de 285 km d'autonomie. D'autres déclinaisons, dont une Maxi allongée, animeront la gamme Citan à l'avenir.

NICOLAS DEMBREVILLE



E n complément de ses navettes vertueuses, HCI propose maintenant des autobus propres en grande longueur avec **une gamme électrique désormais complète de 6 à 18 m.**

Les autobus KARSAN de gabarit réduit et 100 % électriques à batteries lithium-ion NMC/LMO sans entretien, ce qui leur garantit la meilleure autonomie du marché (210 km pour JEST EV et 300 km pour ATAK EV) et à chaîne de traction électrique BMW i déjà commercialisés par HCI depuis plus de 2 ans remplissent de nombreuses missions de services publics et privés. Et surtout, ils s'intègrent naturellement à des environnements préservés en stations de montagne, sur le littoral méditerranéen, dans les îles du littoral atlantique ou dans des Zones de Faibles Émissions. Pas d'émission polluante, pas de pollution sonore !

Au-delà du confort de conduite et de l'agrément pour les conducteurs, profession que les exploitants ont beaucoup de difficultés à recruter, les véhicules de la gamme mini et midi bus HCI-KARSAN sont appréciés pour leur faible coût d'exploitation et de maintenance par rapport au véhicule thermique et leurs excellentes performances avec un moteur électrique d'une puissance maximale de 135 kW pour JEST EV et de 230 kW pour ATAK EV, ce qui leur donne la capacité de gravir des pentes jusqu'à 24 %.

Ils répondent à plusieurs besoins :

- **La desserte urbaine**, voire de cœur de ville, dans des Zones de Faibles Émissions ou à forte contrainte de circulation. Plus compact qu'un autobus traditionnel, les mini- et midi bus KARSAN en ont tous les attributs dans des gabarits plus courts, qui leur permettent de se faufiler et de manœuvrer plus aisément dans des centres historiques aux rues étroites ou escarpées, qu'ils affectionnent particulièrement en récupérant encore davantage l'énergie à la décélération.

- **Le transport à la demande** : la ville de Clamart, l'autorité organisatrice et son opérateur TRANSDEV ont mis en place un service de Transport à la Demande (TAD) avec application mobile pour directement réserver le déplacement voulu sur un parcours prédéterminé avec arrêts identifiés, puis rester connecté avec les navettes en circulation et recevoir alertes et rappels.

- **Les navettes privées pour le personnel de moyennes et grandes entreprises** : il s'agit d'autobus plus modernes, plus confortables et surtout plus verts, qui remplacent des véhicules thermiques pour assurer un transport écologique, plus sûr et plus confortable dans des zones d'activités, technopoles ou villages d'entreprises. Ces initiatives font écho à la démarche RSE des entreprises qui affichent ainsi une volonté claire d'être en cohérence dans leurs actions quotidiennes avec leur stratégie sociétale et environnementale. De plus en plus de groupes et d'entreprises souscrivent à ce mode de transport partagé, qui facilite et sécurise l'acheminement des collaborateurs pour les derniers kilomètres ou dans des zones industrielles isolées et/ou insuffisamment desservies par les Réseaux de Transport Publics.

Collectivités locales, agglomérations, opérateurs et réseaux de transport public, sociétés privées de transport en commun ont adopté les mini- et midi bus électriques KARSAN en raison de leur design moderne, de leur facilité de conduite et de leur confort. Pour bon nombre de acteurs de la mobilité, dans plus d'une centaine de villes en France, Belgique, au Luxembourg et dans les DOM-TOM, opter pour la gamme compacte d'HCI-KARSAN, c'est opérer un verdissement efficace de leur flotte urbaine.

Depuis le 24 septembre dernier, HCI propose une gamme complète d'autobus électriques de 6 m à 18 m développée par KARSAN. Le nouvel e-ATA électrique de 12 m de longueur offre une autonomie de 450 kilomètres dans des conditions de conduite réelles, avec une capacité maxi de 450 kWh et des moteurs électriques montés dans les moyeux de roues qui délivrent une puissance de pointe de 250 kW de pointe et 22 000 Nm de couple. Par ailleurs, grâce à une puissance de charge allant jusqu'à 150 kW en connexion filaire, e-ATA peut être chargé en 1 à 4 heures, selon le pack de batterie choisi. Une option de recharge rapide haute capacité permet aux conducteurs de se recharger aux arrêts.

Le nouvel e-ATA électrique ne demande qu'à vous surprendre !

www.hcigroupe.com



VENDÉE ENERGIE TOUR 2021, UNE ÉTAPE DÉCISIVE VERS LA MOBILITÉ DÉCARBONÉE

Le Vendée Energie Tour a été créé en 2014 à l'initiative du SYDEV (Syndicat d'énergie de la Vendée) en partenariat avec le Département de la Vendée. Le Vendée Energie Tour, référence nationale en matière de mobilité durable depuis sa création, vise à sensibiliser et informer les collectivités, les entreprises et le grand public sur les solutions d'aujourd'hui et de demain en matière de transport bas carbone. Cette édition 2021, organisée du 16 septembre au 23 novembre, a une nouvelle fois mis en avant des projets innovants et a valorisé un mix composé de 3 énergies pour les véhicules : électrique, BioGNV et hydrogène vert. Trois énergies qui sont produites et distribuées localement en circuit court.



UNE INAUGURATION FORTE

L'événement a débuté avec une belle inauguration devant plus de 300 invités le 16 septembre sous le parrainage d'Alain Leboeuf, Président du Département de la Vendée, et de Laurent Favreau, Président du SYDEV. Les concessions automobiles vendéennes (17 marques présentes) ont exposé à cette occasion leurs véhicules bas carbone.

UN RALLYE EN FORME DE DÉMONSTRATION

Le lendemain, retour du célèbre rallye qui n'avait pas pu avoir lieu en 2020 pour cause de crise sanitaire. 49 équipages

étaient inscrits avec une belle diversité de véhicules et pour la 1ère fois des représentants des 3 énergies mises en avant :

- 42 voitures et 2 motos électriques,
- 4 véhicules fonctionnant au BioGNV dont une curiosité sous la forme d'une 4L rétrofitée devant participer au prochain 4L Trophy,
- 1 voiture à hydrogène engagée par l'Automobile Club de l'Ouest. Soit un beau plateau de 18 modèles différents illustrant le dynamisme du marché.

Cette année, le parcours proposait aux participants de découvrir les énergies renouvelables vendéennes. Le regroupement matinal a eu lieu sur le site de la future station de distribution multi-énergies du SYDEV (bornes de recharge électrique de grande puissance, distribution de BioGNV et d'hydrogène vert). Puis les équipages ont visité des sites de production de ces 3 énergies : le biogaz chez Méthavie, des ombrières photovoltaïques de Vendée Energie chez e-Néo et enfin, une grande nouveauté, le site de production d'hydrogène vert de Lhyfe à Bouin. Ce site est particulièrement innovant et il est approvisionné en électricité renouvelable par des éoliennes à proximité appartenant à Vendée Energie. L'étape chez e-Néo a également été l'occasion de faire un point sur les projets de rétrofit électrique et/ou hydrogène.

UN PARTENARIAT AVEC LES CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILES VENDÉENS

Pour la promotion grand public, le Vendée Energie Tour s'est associé aux concessionnaires automobiles vendéens en valorisant leurs Portes ouvertes organisées le week-end des 18 et 19 septembre à la suite du rallye. L'occasion pour eux



de présenter et de faire essayer leurs offres de véhicules propres aux vendéens. On le sait bien, pour convaincre, rien ne vaut un essai.

UNE CONFÉRENCE EN FAVEUR DE LA TRANSITION DE FLOTTES VERS LE BAS CARBONE

Le 24 septembre aux Herbiers, le Vendée Energie Tour proposait une conférence à destination des entreprises et des collectivités pour les aider à préparer leur transition vers la mobilité bas carbone. Cette conférence en présentiel était également visible en live et maintenant en replay sur le site de l'événement. Pour décarboner leurs activités, les entreprises et les collectivités vont en effet devoir faire évoluer leurs véhicules à la fois dans une logique environnementale mais aussi pour répondre à la pression de leurs différents publics.

Cette conférence était également l'occasion de faire le point sur le développement des infrastructures vendéennes :

- pour l'électrique, 89 bornes de recharge en stationnement, 12 bornes de recharge rapide 50 kw et la nouvelle station de grande puissance (2 bornes 150 kw),
- pour le BioGNV, 5 stations réparties sur le territoire,
- et pour l'hydrogène vert, la nouvelle station du SYDEV.

UNE STATION MULTI-ÉNERGIES INNOVANTE

Enfin, ce Vendée Energie Tour se clôturera le 23 novembre par l'inauguration de la station multi-énergies de La Roche sur Yon. Cette station est une véritable innovation. Elle propose en effet sur un même site et sur un axe à fort trafic la distribution de 3 énergies produites en Vendée : 2 bornes de recharge à grande puissance (150 Kw) pour véhicules électriques approvisionnées par des solutions renouvelables à proximité et avec une évolution possible jusqu'à 4 bornes, la distribution de BioGNV et la distribution d'hydrogène

vert. Elle est développée par le SYDEV et Vendée Energie. Ce concept est destiné par la suite à être dupliqué avec pour commencer une 2ème station en 2022 aux Sables d'Olonne.

Par ailleurs, en marge du Vendée Energie Tour, le site de production d'hydrogène vert de Bouin a été inauguré par la société Lhyfe le 30 septembre. Via notamment la station multi-énergies, ce site a vocation à approvisionner différents véhicules lourds de collectivités vendéennes.



CONTACTS

Site de l'événement :
www.vendee-energie-tour.com

Replay de la conférence "transition de flottes" et web-émission "découvrir le véhicule électrique" :
www.webtv.vendee-energie-tour.com

CHEZ MADIC, LA MOBILITÉ DE DEMAIN S'INVENTE AUJOURD'HUI !

Spécialisé dans le domaine des énergies & l'environnement auto, des paiements sans surveillance et de la datalisation du parcours client, le groupe familial MADIC, qui souffle cette année ses 50 bougies, a trouvé le tryptique gagnant avec son organisation Industries-Services-Digital.



Le Groupe MADIC investit 20 M€ dans une nouvelle usine de 18 000 m² à Saint-André-de-Cubzac, au nord de Bordeaux.

H. Saladin

Le groupe français et familial MADIC est aujourd'hui présent à travers le monde grâce à ses 36 sites industriels & de services, et cumule un chiffre d'affaires de 220 M€. MADIC Industries développe, conçoit et fabrique des solutions de stockage, distribution et gestion d'énergies en France et à l'étranger. MADIC Services installe, maintient et contrôle ces équipements. Enfin, MADIC Digital conçoit, développe et connecte des technologies digitales marketing pour améliorer le parcours clients en intégrant l'accélération de la mobilité et l'évolution des comportements sociaux face à l'acte d'achat. L'objectif est d'enchanter tous les espaces commerciaux où le Groupe intervient avec le service pour les rendre beaucoup plus communicables et appréciables pour l'utilisateur, mais aussi pour faciliter le rôle de l'exploitant et du vendeur par des technologies connectées. Ce triptyque Industries-Services-Digital permet au groupe, créé en 1971 par Christian Blossier, d'adhérer à la demande du marché, de maîtriser totalement sa R&D, de développer avec agilité des produits stratégiques et de proposer en circuit court une offre complète, adaptée et évolutive.

9 AGENCES ET 450 TECHNICIENS POUR INTERVENIR AU PLUS PRÈS

Le leader français dans les équipements et services monétiques et pétroliers investit et innove depuis plus de dix ans

dans les énergies alternatives : GNV, électromobilité, hydrogène. Actuellement, MADIC intervient beaucoup sur l'électromobilité, se place aussi sur le GNC et intègre de plus en plus l'hydrogène. Le groupe nantais est réparti sur 9 agences locales en France qui couvrent tout le territoire national avec quelques 450 techniciens pour intervenir au plus près des clients. Le groupe multi-énergies concentre son activité sur les équipements de stockage, de distribution et de gestion pour acheminer jusqu'à l'utilisateur. « Sur la partie services, nous bénéficions de tous les infrastructures et produits de charge électrique que nous fabrique LAFON, souligne Pierre Saulnier, Chargé d'affaires et Référent énergies alternatives dans la branche Services de MADIC. Au-delà de l'installation et la maintenance de ces équipements, il y a aussi tout l'accompagnement auprès des personnes qui ont besoin de passer à ces nouvelles énergies. » Typiquement, la première chose que les équipes MADIC vont faire sur ces marchés, c'est un audit, réalisé par deux intervenants, qui va être technique mais porter aussi sur la stratégie à adopter pour conseiller la personne sur site. Le technicien regarde comment il est possible d'implanter les bornes, leur nombre en fonction de la capacité électrique, etc. Le chargé d'affaires s'entretient avec le directeur de site pour bien cibler ses besoins, estimer avec précision le nombre de bornes qui vont se recharger en même temps pour avoir le bon dimensionnement et permettre au client de maîtriser sa consommation d'électricité et son mode de distribution.

UNE DOUBLE MAINTENANCE POUR UNE DISPONIBILITÉ MAXIMALE DES BORNES DE RECHARGE

« Ce que nous permet la synergie du binôme LAFON Industries-MADIC Services, c'est d'apporter des solutions spécifiques à chacun de nos clients, insiste Pierre Saulnier. Pour l'un d'eux par exemple, nous venons de fusionner deux logiciels de gestion de flotte – l'un pour la partie pétrolière, l'autre pour la partie électrique – afin d'unifier ces deux outils sur une seule et même interface. Le résultat, c'est une facilité et un gain de temps pour gérer désormais l'ensemble des véhicules de son parc. On arrive ainsi à s'adapter à plein d'éléments existants comme la gestion des cartes carburant et à développer des partenariats pour proposer des solutions concrètes qui facilitent la vie des conducteurs. »

Les taux de disponibilité ont souvent été un peu délaissés par les opérateurs sur les premières bornes de recharge installées sur le territoire. Chez MADIC Services, une double maintenance est effectuée sur les bornes électriques. L'une est réalisée à distance par un logiciel de supervision, le superviseur pouvant être MADIC avec son helpdesk basé au sein de son siège à Nantes ou par un superviseur extérieur, notamment sur les bornes publiques. Ces hotlines prennent en compte les appels des utilisateurs et règlent la majorité des pannes à distance. Lorsque cela n'est pas réalisable, la supervision doit pouvoir remonter l'information au mainteneur grâce aux logs de la borne afin de qualifier le type de panne et préparer le technicien MADIC à intervenir sur place. « Le but, c'est d'avoir un taux de disponibilité maximal et éviter les déplacements superflus le plus souvent possible, conclut Pierre Saulnier, que ce soit pour nous ou pour l'utilisateur final ! Cette relation superviseur-mainteneur est essentielle. MADIC Services met aussi beaucoup l'accent sur les contrats de maintenance curative qui permettent d'avoir un véritable historique de la borne pour non seulement optimiser son taux de disponibilité mais aussi allonger sa durée de vie. C'est important en termes écologiques ou d'investissements pour l'aménageur. »



La géométrie de la Nano Station a été repensée et adaptée pour pouvoir être transportée dans un conteneur maritime à travers le monde !

LA PULSE WB-AC BY LAFON

La dernière Wallbox Pulse WB-AC de LAFON, intelligente, compacte, simple d'utilisation et évolutive, est idéale pour équiper les parkings. « C'est une borne de recharge destinée aux flottes d'entreprise, particulièrement adaptée à la logistique des véhicules électriques pour la livraison du dernier kilomètre, mais qui peut être installée également sur des parkings de GMS par exemple, explique Sébastien Mazzocco, responsable du pôle Alternative Energies chez LAFON. Son système de gestion de grappe dynamique de points de charge est une option supplémentaire qui permet d'adapter, par rapport au nombre de véhicules connectés et par rapport à l'énergie qui est disponible, l'énergie qu'on va délivrer à une flotte de véhicule. » Outre son design novateur qui fait écho à sa conception française, c'est une borne facile à maintenir et surtout robuste avec sa façade en verre trempé sérigraphié et sa carrosserie aluminium. Elle est équipée d'un compteur métrologique certifié MID qui permet réglementairement de mesurer puis de facturer l'électricité au kilowattheure.



Murale au sur pied, la borne Pulse WB-AC by LAFON est dotée d'un lecteur RFID compatible avec tous les superviseurs du marché.

LA NANO STATION DU FUTUR !

Quelque soit l'énergie automobile utilisée, MADIC estime que le marché va aller vers un maillage plus important des points de charge en France de manière à répondre aux besoins des utilisateurs. D'où l'idée de multiplier les points de charge de dimension plus modeste que les actuelles grandes stations-services. Concept unique de MADIC, la Nano Station est une station-service standardisée au design unique, made in France. Compacte, autonome et communicante, elle permet un gain de place et de temps d'installation ainsi qu'une simplification des démarches administratives. Disponible en 1 ou 2 pistes, la Nano Station est un concentré de technologies prévenant tout dysfonctionnement.

GROUPE COLAS : DES INFRASTRUCTURES POUR DÉCARBONER LES MOBILITÉS

A l'heure où le numérique rend la mobilité intelligente, le groupe Colas a pour ambition d'être le leader mondial des solutions de mobilité innovantes et responsables.



Les chevrons lumineux du système Flowell s'allument lorsqu'un bus est à l'approche pour inciter automobilistes et cyclistes à s'arrêter au niveau de la ligne d'arrêt.
© Julien Gazeau

Colas, leader dans la construction et l'entretien des infrastructures de transport, propose désormais une offre de services sur mesure alliant le savoir-faire traditionnel d'un constructeur de routes au monde du digital et des nouvelles technologies. L'entité Mobility by Colas, créée à ces fins, se positionne au carrefour des mobilités comme partenaire des collectivités et des usagers, et répond à la fois aux attentes des clients, publics comme privés, ainsi qu'aux nouvelles exigences des usagers. Les solutions et briques de services de Mobility by Colas font en sorte que l'infrastructure contribue à décarboner la mobilité tout comme les solutions innovantes que sont Wattway et Flowell. Focus sur ces nouvelles solutions et ces nouveaux services.

UN KIT WATTWAY PACK 100% AUTONOME ET MODULABLE

Ce revêtement routier a pour particularité d'être à la fois photovoltaïque mais circulaire par tout type de véhicule. Des dalles photovoltaïques collées au sol ont la capacité de transformer l'énergie solaire en électricité. Cette technologie de rupture vient demander à une infrastructure de transport de produire de l'énergie renouvelable localement. Aujourd'hui le Wattway Pack est un kit énergétique. C'est une sorte de prise électrique positionnée sur le sol qui fonctionne avec quelques dalles Wattway additionnées d'un pack

de batteries pour stocker l'énergie. Le Wattway Pack peut rendre autonome des équipements installés à proximité immédiate de la voirie. Cette technologie est intéressante dans une zone blanche énergétique ou lorsque le raccordement au réseau est soit coûteux soit complexe. « Le premier usage concerne la mobilité douce avec, à Perpignan et à Chalabre, un Wattway Pack qui permet de rendre autonome des bornes de recharge pour vélos à assistance électrique, ou un abri vélos sécurisé et connecté à Nantes, explique Etienne Gaudin, Directeur Wattway/Flowell chez Colas. La technologie Wattway Pack peut aussi sécuriser une zone de circulation, comme c'est le cas à Montpellier, où Wattway alimente une caméra de supervision du trafic. »

FLOWELL POUR UN MEILLEUR PARTAGE DE L'ESPACE PUBLIC

Dans le même esprit, Flowell est une solution de marquage au sol lumineux en phase d'expérimentation qui, grâce à des capteurs, se déclenche pour renforcer la visibilité des usagers vulnérables, mieux partager l'espace public et fluidifier les mobilités. Cette solution de signalisation dynamique ne s'active qu'en présence des usagers concernés pour sécuriser les passages piétons ou les carrefours avec des pistes cyclistes. C'est le principe du marquage au sol lumineux actif qui déclenche le bon signal, au bon moment, au bon usager. Lorsqu'on met en visibilité ces éléments, on observe

un changement de comportement et un meilleur respect de la priorité des piétons ou des vélos par les véhicules.

QIEVO VA CONTRÔLER LES FLUX LOGISTIQUES DES JO 2024

Colas, à travers son cœur de métier qu'est la construction de routes, doit faire face au quotidien à des problématiques d'acceptabilité autour de ses chantiers urbains qui sont souvent contributeurs des nuisances et interfèrent sur le trafic urbain. Pour répondre aux attentes des usagers et des collectivités, Mobility by Colas a développé Qievo, une application qui optimise la mobilité autour des chantiers en zone urbaine dense en mixant de l'infrastructure physique (parkings, aires de régulation) avec des services numériques de réservation de créneaux logistiques. Cette solution de gestion d'approvisionnement « juste à temps » des chantiers est déjà déployée pour les 40 et 50 chantiers en cours ou à venir d'ici 2023 dans le quartier de la Part-Dieu à Lyon. Elle y est déployée sous le nom de Réguly. Cet outil multifonction permet la création d'itinéraires d'accès privilégiés avec signalétique spécifique ou encore la création de zones d'attente pour les camions avec des aires de régulation en périphérie et des aires de temporisation au cœur du périmètre. Qievo vient d'être adoptée par la Société de livraison des ouvrages olympiques SOLIDEO pour les chantiers des JO 2024 en Seine-Saint-Denis.

MOOV'HUB APPLIQUÉE AUX PARKINGS INTELLIGENTS

Avec le développement croissant du Plateau de Saclay et l'intensification du trafic automobile qui en résulte, un déséquilibre existe entre l'offre de stationnement et la demande qui ne cesse d'augmenter. Pour améliorer la situation, Moov'Hub, la solution de Mobility as a Service de Colas, rebaptisée Park'In Saclay sur le Plateau, est un nouveau service de stationnement intelligent et mutualisé permettant aux automobilistes qui se rendent sur le campus de Paris-Saclay d'être informés en temps réel des places de stationnement libres et d'en réserver une. Des capteurs connectés de partenaires détectent les stationnements libres et vont les signaler en temps réel sur l'application proposée par Mobility by Colas. L'utilisateur peut ensuite choisir une place de parking sur son lieu de destination. L'application le guidera alors jusqu'à la place de parking qu'il a réservée.

« ÊTRE PRÉCURSEURS ET NON SUIVEURS »

En tant qu'acteur du « Road as a Service » Mobility by Colas a aussi développé ANAIS*, une offre sur mesure pour les départements, qui permet d'identifier, en fonction du comportement des véhicules et des conducteurs, des zones à risques sur les infrastructures routières. Cette plateforme



A Perpignan, 6 dalles Wattway alimentent les bornes de recharge pour vélo électrique.
© Hervé Fabre

en ligne permet ensuite aux décideurs publics des départements d'anticiper les besoins d'entretien et de maintenance du patrimoine routier et d'optimiser les coûts des infrastructures. A l'avenir, elle permettra également aux décideurs publics et privés d'anticiper leurs besoins d'entretien et de rénovation de leurs infrastructures. « On a ainsi un enjeu très fort chez Colas qui est celui de décarboner la façon dont on fait et on entretient l'infrastructure avec aussi une notion de gestion patrimoniale beaucoup plus pérenne qui apporte des réponses fortes aux enjeux environnementaux liés à nos domaines d'activité, conclut Laurent Le Boulc'h, DGA-Infrastructures Intelligentes Durables et Mobilité chez Colas. En bref, sur toutes ces questions de décarbonation, nous voulons être précurseurs et non suiveurs. »

(*) Acquérir-Numériser-Analyser-Informer-Sécuriser.

BERTRAND BOURGINE

L'INNOVATION, MOTEUR DE CROISSANCE CHEZ COLAS !

Fondé en 1929 pour exploiter le brevet de l'émulsion de bitume COLd ASphalt qui donnera son nom à la société, Colas place l'innovation au cœur de sa stratégie depuis son origine. Le Groupe est doté d'un Campus Scientifique et Technique (CST) qui a pour mission de conduire des projets de recherche et développement de l'entreprise ainsi que d'apporter son expertise technique aux entités opérationnelles implantées sur les cinq continents. Ses axes de recherche sont orientés principalement vers la route et la mobilité responsables : solutions bas carbone, préservation des ressources, sécurité routière, etc.

PURPLE S'ATTAQUE À L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

La start-up PURPLE ALTERNATIVE SURFACE conçoit et commercialisera des dalles éco conçues, modulaires et intelligentes en matière de revêtements urbains qui remplacent le macadam dans un souci de préservation des ressources en eau.

Avec l'urbanisation et la multiplication des infrastructures de transports, services et commerces, l'artificialisation des sols est aujourd'hui l'une des causes premières du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité. 23 907 hectares ont encore été pris par l'urbanisation sur les sols naturels et agricoles en 2017, ce qui représente la surface de la ville de Marseille. Ces sols imperméabilisés chaque année en France deviennent autant de surfaces qui perdent leur capacité à absorber les eaux pluviales multipliant ainsi les risques d'inondations.

« Avec la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) publiée au JO de 24 août 2021, le législateur souhaite que la goutte d'eau s'infiltre au plus près de l'endroit où elle tombe », résume Sébastien Molas. Forte de ces constats, l'équipe de PURPLE ALTERNATIVE SURFACE a mis au point une structure de voirie éco-conçue à base de produits recyclés et recyclables, perméable, dont la dalle est un élément primordial pour limiter l'imperméabilisation des sols. Ce revêtement extérieur filtrant, circulaire pour les voiries de moins de 50 km/h, participe aussi à la lutte contre les îlots de chaleur urbains. Grâce à sa structure alvéolée, la dalle PURPLE ALTERNATIVE SURFACE fait office d'isolant et réduit l'amplitude thermique. Explication : le plastique refroidit plus vite que les revêtements traditionnels en enrobés ou en béton qui accumulent de la chaleur en journée et la restituent la nuit !

LE DÉCHET COMME MATIÈRE PREMIÈRE !

Un autre cadre législatif renforce la pertinence du projet de cette jeune entreprise innovante implantée à Belfort (90). Il s'agit de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire approuvée en février 2020. Cette loi fixe un calendrier contraignant pour limiter la production de déchets plastiques avec un objectif de 100 % de plastique recyclé d'ici 2025. Un enjeu de taille quand l'on sait que le taux de recyclage dans l'Hexagone du plastique était de seulement 32 % en 2018. Fabriquée à partir de déchets plastiques détournés de l'incinération, la dalle PURPLE ALTERNATIVE SURFACE s'inscrit dans une économie circulaire. « Notre matière première est constituée de plastiques détournés de l'incinération et de l'enfouissement, mais aussi de fibres des pales d'éolienne car nous avons trouvé une solution pour recycler le broyat de



Les dalles modulaires et performantes PURPLE ALTERNATIVE SURFACE permettent une infiltration de l'eau optimale.

pale d'éolienne en fin de vie. Cela était jusqu'alors extrêmement difficile à réaliser, explique Pierre Quinonero. Après l'organisation de collectes, ces différents types de plastiques sont broyés, puis, selon un procédé innovant, injectés afin de réaliser nos dalles. »

COLLABORER POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DEMAIN

PURPLE ALTERNATIVE SURFACE offrira enfin un nouveau support pour intégrer de l'intelligence entre la route et l'environnement de la ville de demain. Ses fondateurs se sont rapprochés du Crunch Lab, le laboratoire de fabrication de l'UTBM, pour intégrer des capteurs à ces dalles et trouver ensemble des utilisations nouvelles. Des réflexions sont menées pour renforcer la sécurité d'un passage piéton, connecter des places PMR afin d'informer les utilisateurs ou encore que les puces intégrées aux dalles soient autoalimentées afin d'être autonomes. Toutes ces applications et bien d'autres sont en cours de recherche afin d'améliorer le quotidien et s'inscrire pleinement dans les nouveaux enjeux de la Smart City. Avec ce produit de rupture, PURPLE ALTERNATIVE SURFACE répond à de nombreuses problématiques. Aujourd'hui, elle a conçu son propre moule et sous-traite la fabrication des dalles. Son objectif est désormais de lever des fonds pour accélérer sa phase d'industrialisation et améliorer sa R&D sur les usages de la data et de l'IA.

CONTACTS

Sébastien Molas - 06 63 67 79 89
Pierre Quinonero - 06 19 79 39 65

Patricia Pereira - Directrice Communication & Marketing - 06 47 86 64 94

www.purplealternativesurface.com
contact@purplealternativesurface.com



OUVERT SUR LA VILLE DE DEMAIN

LE NOUVEL AUTOBUS ÉLECTRIQUE e-ATA 10, 12 OU 18 m VA VOUS SURPRENDRE AVEC SA FAIBLE CONSOMMATION D'ÉNERGIE, SA FORTE AUTONOMIE ET SA COMPLÈTE MODULARITÉ

450 KM D'AUTONOMIE



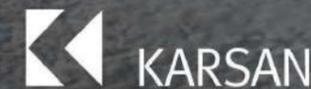
Rapidité de charge
3h10
Autonomie de 450 km



Capacité passagers
e-ATA 10 : † 79
e-ATA 12 : † 89
e-ATA 18 : † 135



Packs de batteries modulables
(de 160 à 600 kWh)
Faible consommation



ZECAR : LOCATION DE VE PREMIUM AVEC OU SANS CHAUFFEUR

Jean-Philippe Michelin est un chauffeur privé fan de voiture électrique. Il loue sa Tesla Model X notamment via la plateforme Blooweels spécialiste des VE premium.

Un jour, Jean-Philippe Michelin apporte sa Volkswagen Passat au garage pour une réparation. Le concessionnaire lui propose une Renault Clio de remplacement. Le fondateur de ZeCar préfère la Renault Zoe électrique garée juste à côté. Cet essai va changer sa vie. Il apprécie tout : la facilité de conduite, le silence, le confort... « J'étais heureux aussi de ne pas polluer l'atmosphère, se souvient-il. Quand j'ai repris ma Passat Diesel, j'ai pris conscience de l'aberration écologique de la voiture thermique. Pour moi, l'heure de la reconversion électrique avait sonné ».

A 50 ans, il se lance dans la location de véhicule électrique (VE) avec ou sans chauffeur. « J'ai acheté une Tesla Model X toute blanche. J'aime cette voiture. Elle est vraiment spectaculaire et originale. Quand on ouvre les portes arrière papillon, les gens sont bluffés, sourit le chauffeur. Et sur la

route, les clients apprécient son silence et son agrément. Les Tesla sont les meilleures électriques actuelles. Elles disposent de la plus grande autonomie et du meilleur réseau de chargeurs ».

LE VE EN VEDETTE

En mai 2017, Jean-Philippe Michelin crée sa société ZeCar et commence la location de sa Model X. Peu après, il devient membre de Blooweels. Cette plateforme de réservation en ligne propose exclusivement des voitures électriques de prestige : Porsche, BMW, Tesla (dont celle de Jean-Philippe) ainsi que des hybrides, en location courte durée. Rapidement, le professionnel devient agent relais Blooweels sur la zone de Aix, Marseille, Gardanne.

La plateforme Web spécialiste du VE premium et ZeCar ont le même objectif : participer au développement du VE.

Leur format sans agence physique autorise des tarifs abordables permettant au plus grand nombre de passer au VE. « Blooweels a la souplesse d'une startup. Nous pouvons organiser des événements sur mesure et livrer les véhicules à domicile partout en France. Nos clients sont satisfaits à 98,4% », se félicite ses fondateurs.

TOUJOURS PLUS DE SERVICES

En 2018, Jean-Philippe Michelin ajoute l'activité VTC à son offre. « Avec cette nouvelle casquette, ZeCar propose le service location de voiture avec ou sans chauffeur. Je m'adapte à toutes les demandes », explique le chauffeur. Aujourd'hui, l'entité est incontournable sur la location de voiture électrique sur le pôle Aix-en-Provence/Gardanne/Marseille. « Je loue aussi mes Model X (il en a acheté une seconde) sur toute la France », rappelle le professionnel. Une bonne part des réservations concernant la "location plaisir" à l'occasion d'anniversaires ou pour des cadeaux de Noël ou de fêtes de pères aux professionnels pour de l'événementiel ou des futur acquéreurs de véhicule Tesla qui souhaitent essayer le véhicule dans des conditions réelles d'utilisation avant la prise de décision d'achat.... Dans ces tous les cas-là, le client a droit à une prise en main particulière de 30 à



45 minutes environ.

Pour l'activité VTC, les déplacements pro vers les gares ou les aéroports représentent 80 % du business. La partie taxi (Jean-Philippe Michelin a aussi cette casquette) apporte de son côté, le transport médicalisé. Enfin, la location avec ou sans chauffeur est demandée surtout pour des mariages, de l'événementiel ou des anniversaires.

« Je roule beaucoup, sourit Jean-Philippe Michelin. Ma Tesla blanche à 312 000 km, la grise Taxi à 335 000 km. Je suis ravi de promouvoir le développement du véhicule électrique, se réjouit le fondateur de ZeCar.

Pour l'avenir j'aimerais acheter la dernière Tesla Model Y avec 550 km d'autonomie. Ce serait le rêve ».

NICOLAS DEMETREVILLE

LOCATION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES PREMIUM



TESLA MODEL S – TESLA MODEL X – PORSCHE TAYCAN...

5% de remise lors de votre réservation sur www.blooweels.fr avec le code GRKMEDIA

AIX-EN-PROVENCE, ANNECY, CHAMBERY, EVRY, GRENOBLE, HAGUENAU, LE HAVRE, LOURDES, LYON, MARNE LA VALLEE, MARSEILLE, METZ, MULHOUSE, PARIS, STRASBOURG, TOULOUSE

ZeCAR

Toutes prestations de transports **Zéro émission** en Taxi ou avec Chauffeur Privé
Des véhicules exceptionnels, à la pointe de la technologie et respectueux de l'environnement pour répondre à toutes vos besoins



Le Taxi

Parfait pour vos transports toutes distances
Aéroport – Gare TGV – Terminal Croisière
Déplacements professionnels
Transports médicalisé Conventionné sécurité sociale
Spécialisé dans le transport des doubles greffes à Lyon et à Genève

Ou le confort et la personnalisation de votre prestation de transport avec votre chauffeur Privé

Transports toutes distances
La mise à disposition pour partir à la découverte de la Provence sans impact
Pour vos Journées événementielles d'entreprise.
Valorisez l'accueil de vos clients et de vos collaborateurs
Pour les mariages



Pour tout renseignement et devis, merci de nous contacter :
+33(0)7 688 09 698 / contact@zecar.fr / www.zecar.fr

TRANSYLVANIE ELECTRIC TOUR 2021

C'est sur une idée d'Alain FOURNIER que nous sommes partis le 22 septembre 2021 pour plus de 5.000km en véhicules électriques. Notre groupe de 8 personnes, et un chien, s'est élancé depuis Besançon en destination de la Roumanie, le château de Dracula à Bran notamment, dans un périple nommé Transylvanie Electric Tour.

Le but pour la Fédération Française des Utilisateurs de Véhicules Electriques (F²AUVE), promouvoir le véhicule électrique en montrant qu'il est possible de voyager en voiture et moto électriques, mais aussi tisser des liens avec des associations et des entreprises du monde de la mobilité électrique (start-ups, réseau de bornes...).

Le convoi étant composé d'une moto Energica et d'une MG ZS EV avec une autonomie de 250km environ, nos pauses recharge étaient calquées sur celle de ces véhicules. Tandis que la Tesla et les Hyundai et Kia avec leurs autonomies de plus de 450km pouvaient ouvrir ou fermer la marche.

Le trajet s'est passé sans encombre grâce à l'expertise des protagonistes. Jérémie était déjà un grand rouleur en moto Zeromotorcycles, il l'est encore plus depuis qu'il peut recharger en « CCS » (la charge rapide) sur sa Energica.

A noter que Philippe et Edith, en MG ZS EV, alors qu'ils roulent sur des Mia quotidiennement autour de Besançon, n'avaient jamais réalisé de grands trajets, pas même en France.

L'Allemagne défilera à grande vitesse sur Autobahn. Nos amis motards électriques de Stuttgart et les Women In Charge de Munich nous font découvrir leur ville. Ambiance détendue chez Sonomotors, start-up allemande qui lance une voiture électro-solaire. Après quoi nous réaliserons une visite improvisée du musée BMW de München en nous étant fait remarquer avec nos voitures et moto qui chargeaient « au culot » sur le parvis.

Nos homologues autrichiens nous laisseront pantois en nous accueillant dans leurs locaux, ayant fait venir un traiteur. Ils nous projettent un powerpoint, très pro... Ils comptent 3000 membres, 200 volontaires en régions, 2 employés à temps partiel, une carte de recharge et une assistance téléphonique. De quoi faire pâlir notre fédération. Pas le temps d'admirer Vienne bien longtemps car nous filons vers la Hongrie. Là aussi l'électrique se remarque. Les plaques d'immatriculation vertes pullulent en ville. Leur stationnement est gratuit à Budapest. Pas de club mais un Leafer, qui a lui-même échangé la batterie de sa Nissan Leaf première génération 24kWh pour une 40kWh. Ainsi que l'homologue hongrois de Yoann Nussbaumer *qui nous

accorde quelques minutes en ce dimanche 26 septembre. (* fondateur de Chargemap et Automobile Propre).

L'EDF hongrois nous reçoit le lendemain et nous expose son offre sur la mobilité qui n'a rien à envier à notre Izivia français.



Après une visite de Buda, nous finissons la soirée à goûter les spécialités locales (Strudel, Goulach...) puis nous branchons les auto et moto au parking de l'hôtel pour partir à 100% direction Cluj-Napoca.

Toujours une petite appréhension à la frontière, le Covid sévit en Roumanie. L'autoroute laisse place à un réseau routier défoncé. Nous trouvons 4 bornes rapides gratuites dans un parking et nous en profitons une heure en oubliant que nous venons de passer un fuseau horaire. Pour l'anecdote Ursula se fait avaler sa carte par un distributeur en retirant des « Lei », monnaie locale. La nuit tombe, la route devient sinueuse et truffée d'embûches.

L'accueil à Cluj de nos amis électromobilistes roumains réchauffera l'atmosphère devenue humide. Au passage, cela nous fait tout drôle d'avoir chargé sur des enseignes françaises comme Décathlon ou Auchan.

Après une nuit à Cluj-Napoca, nous partons vers la Transylvanie. Le réseau routier ne s'améliore pas, et les chiens errants sont légion. Jérémie en fera les frais en moto, plusieurs se sont jetés sur lui en plein milieu de la route. Une belle esquivée a été enregistrée par sa Gopro.

Nous arrivons à 17h30 au Château de Dracula pour une visite expresse et des photos des autos et de la moto que nous voulions le plus proche possible du visuel imaginé pour le rallye.

La charge du soir à Brasov ne fut pas aisée. Intrigué par notre pique-nique en bord de route, la police locale nous interroge gentiment et ne veut pas croire que la moto est 100% électrique. Notre périple amuse et étonne.

A Pitesti nous nous rendons chez Marc Arény de Ev Romania, un français installé là-bas, qui rétrofite des véhicules. Aujourd'hui il nous présente un Land Rover Defender qu'il a transformé en électrique pour Laurent, son client, ainsi qu'un hors-bord avec un moteur de Tesla ! Jérémie, notre motard, qui travaille dans le domaine des batteries, est évidemment dans son élément.

Bucarest sera marqué par la nécessité de faire un test PCR pour passer la frontière serbe. Le président de l'association roumaine AERO passera nous saluer à notre hôtel. Puis nous échangerons avec des jeunes qui se réunissent le soir, façon rencontres de tuning, sur la place du Parlement. Beaucoup de Dacia, de vieilles autos, mais très peu de VE en Roumanie alors que le réseau de bornes est en bonne voie.

Le samedi 2 octobre, nous quittons l'hôtel à l'aube car il s'agit de la plus longue étape. Nous arrivons épuisés à Belgrade après plus de 11h de route (sans les recharges) et près de 650km. Jérémie a déployé des trésors d'éco-conduite pour arriver.



Hors Europe, en Serbie, nous devons couper nos données cellulaires au risque de très mauvaises surprises (un dépassement de 45€ pour quelques secondes de connexion. Sic !) Nous avons été reçus par le secrétaire d'Etat à la transition écologique, un dimanche. Discussions informelles, rencontre au sommet avec les associations serbe et slovène, déjeuner, balade au bord du Danube. Violetta, de l'association serbe Eko Club, a été notre charmante guide jusque dans l'après-midi pour la visite du musée Nikola Tesla. Nous avons tous été très touchés de cet accueil.

Lundi 4 octobre nous prenons la direction de Zagreb où l'association croate nous invite dans un restaurant du centre-ville. Comment un si petit pays peut-il avoir 30.000 bornes pour seulement 1.800 voitures électriques ? En France nous sommes plutôt à 50.000 bornes pour 500.000 voitures électriques. Leur association regroupe par ailleurs 1.000 membres. Leur besoin serait principalement d'échanger des informations via un groupe « Telegram ».

Mardi 5 octobre, après une visite qui devenait inespérée de RIMAC, les supercars électriques croates, nous franchissons la frontière slovène. Par un mauvais hasard du calendrier, se tient un sommet international à Ljubljana.



La ville est quadrillée par les forces de police. Des heurts éclatent avec les manifestants tandis que nous visitons la splendide cité et son château. Nous nous replions dans un charmant restaurant pour finir la soirée avec nos hôtes Slovènes Eugen et « electric brunette », ce qui commence à devenir une habitude.

Ce sommet international nous a retardé chez Metron le lendemain car les routes étaient encore bouclées par la police slovène. Quelle incroyable entreprise nichée au cœur des montagnes où se cache notamment une DeLorean, la voiture de Retour vers le Futur... électrifiée naturellement. Cela fait bizarre de nous retrouver en Italie sans attendre à la frontière. Nous visitons Trieste sous une pluie battante. Notre motard abdique et rentre se sécher à l'hôtel.

Jeudi 7 octobre c'est la journée dédiée à notre motard, la visite chez Energica, le fabricant de motos électriques près de Modène. Le parking à lui seul est une station de charge. Nous en verrons bien plus à l'usine que nous n'en avons le droit de vous révéler.

Nous nous séparons ensuite temporairement car les Tesla souhaitent rejoindre la journée du Tesla Club à Dijon.

La moto, la MG, la Kona et la Soul font route vers la France en passant par Turin. Auparavant nous aurons rencontré des difficultés à charger sur Parme. Rassemblés à 3 voitures et une moto autour d'une même borne. Tant pis pour le resto, nous ferons le plein de victuailles chez Lidl.

Enfin le soir nous trouvons un Motel en bord de route. Mais les prises ne sont pas au format E/F. Jérémie entre sa moto dans la chambre et utilise un adaptateur de voyage ! Quant à Philippe, il dénude carrément les fils de sa rallonge pour se brancher directement au tableau électrique !

Le lendemain, juste avant le passage du tunnel du Fréjus, nous tombons sur des bretons qui chargent leur Kia e-Niro pour se rendre en Grèce. Comme quoi, l'itinérance ne fait pas peur à un automobiliste qui a commencé en Zoé 22kW. Pour finir le samedi 9 octobre nous nous retrouvons tous à Clermont Ferrand pour le Charade Electric Festival. Nous arrivons in extremis pour faire un tour d'honneur de la piste à notre arrivée.

Pour ma part j'aurais parcouru 5.114km, rechargé 47 fois, mis 824kWh dans mon Kia Soul et pris un nombre incalculable de photos. J'en sors ravi par l'esprit d'équipe et d'entraide qui nous a animés, et des souvenirs plein la tête.

SÉBASTIEN GALL

participant du Transylvanie Electric Tour 2021

PLEIN D'ÉNERGIE POUR LE CHÂTEAU DES BROYERS

Le château des Broyers, en Saône-et-Loire, accueille exclusivement des événements d'entreprise ou de particuliers. Soucieux depuis son ouverture du respect total de l'environnement, il vient de s'enrichir de quatre doubles bornes électriques. Son propriétaire, Pierre Coquard revient sur cette démarche.



Le Château des Broyers, un havre de paix en pleine nature.
© Château des Broyers-DR

QUELLE EST LA PARTICULARITÉ DE VOTRE ÉTABLISSEMENT ?

Pierre Coquard : Notre établissement étant spécialisé dans l'accueil d'événementiels privés ou d'entreprise, nous n'avons pas de mix de populations qui se croisent et recroisent. De plus, notre expertise dans la réception d'opérations professionnelles est reconnue. Nous nous adaptons à toutes les demandes et nos équipes sont à l'écoute des entreprises. Enfin, les salles de travail étant pensées pour l'activité événementielle, elles sont toutes bien équipées et permettent de faire rentrer l'ensemble du matériel désiré.

QUE DIRE DE VOTRE LOCALISATION ?

C'est en effet un de nos autres points forts. Tout d'abord, notre environnement : des vignes, un parc, un potager, des arbres, tout pour profiter des plaisirs de la nature au cœur de la Bourgogne. Et puis, notre emplacement stratégique, à 45 mn de Lyon et 1h15 de Paris, qui permet de faire venir rapidement des collaborateurs ou clients de toute la France.

QUELLE EST VOTRE CAPACITÉ ?

Cela dépend des formes d'événement, mais nous sommes parfaitement équipés pour des conférences de 150 personnes. Sinon, sur l'ensemble du site, nous pouvons accueillir jusqu'à 600 personnes en même temps.

VOUS RESPECTEZ UNE FORTE DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE.

Oui, Dès l'ouverture du site en 2003, les bâtiments, édifiés en 1810, et nos services ont été repensés dans le plus grand respect de l'environnement avec : récupérateurs d'eau, nouvelle huisserie, installation d'un système de traitement d'eau potable, gestion des déchets, approvisionnement locavore pour notre restauration, fin de l'utilisation de bouteilles en verre ou en plastique... Ce sont des efforts qui ne peuvent porter leurs fruits que si l'ensemble du personnel est convaincu du bien-fondé de la démarche. C'est un travail collectif.

LA NOUVEAUTÉ 2021, C'EST L'INSTALLATION DE BORNES ÉLECTRIQUES.

Oui, quatre doubles bornes permettant de recharger huit véhicules en même temps. Une installation possible grâce au soutien d'Advenir, qui a nécessité aussi la montée en puissance de la capacité électrique du château. Elles profitent à notre clientèle qui se déplace en véhicules électriques ou hybrides mais nous a également permis d'accueillir des événements en cohérence avec leur installation.

C'EST-À-DIRE ?

En septembre 2021, nous avons reçu une opération Peugeot qui présentait une trentaine de véhicules hybrides et électriques avec recharge journalière, puis, quelques jours plus tard, une manifestation BMW. Là, c'est une dizaine de véhicules qui était mise à disposition de collaborateurs et testeurs. De vrais succès !



Quatre doubles bornes viennent d'être installées sur le domaine.
© Château des Broyers-DR



un domaine dédié aux entreprises



séminaire au vert & green mobility



Château des Broyers

Salles de réunion, Espaces de détente, Hébergements,
Chef à demeure, Domaine viticole, Bornes de recharge
chateaubroyers.fr - 03 85 36 70 34 - infos@chateaubroyers.fr



Faites le plein d'énergie !

Avec la gamme Pulse :



Pulse WB-AC
AC 3-22kW



Pulse 22 GL & 22 WL
AC 22kW



Pulse 50
DC 50kW



Pulse 150 & 300
DC 150-300kW

Depuis plus de 10 ans, LAFON participe activement aux évolutions de la mobilité durable.



Conception



Fabrication



Services

GNV ÉLECTRICITÉ HYDROGÈNE

ENSEMBLE, CONCEVONS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

05 57 80 80 80 - contact@lafon.fr - www.pulse.lafon.fr